

# Les Echos du Sahel

Journal d'informations régional, d'Intégration et de Développement • Tél. 40 77 77 18 • Fada N'Gourma

Puissions nous avoir le courage de changer ce qui peut l'être, la force d'accepter ce qui ne peut l'être et la sagesse pour faire la différence entre les deux !

JOURNÉE DE REBOISEMENT DU BUREAU DES DOUANES DE NADIAGO ET DES ASSOCIATIONS DE TRANSITAIRES ET DE LA JEUNESSE

## Quand les douaniers reboisent...



## c'est plus que jeter des plants en terre !

Lire page 7

LITIGE FONCIER DU SECTEUR 11 DE FADA

### La réunion des princes finit par des coups de poings

On se souvient qu'en fin juin dernier, il était apparu au secteur 11 de Fada, que les pluies et vents n'étaient pas les seules intempéries auxquelles devaient faire face entrepreneurs, maçons

et propriétaires de chantier de construction de maison. Courant juillet, les jeunes du secteur 11 avaient même entrepris de démolir des bornes et d'ordonner l'arrêt des chantiers. Dans la soirée

du samedi 29 septembre dernier, à l'initiative de ces mêmes jeunes, les Thiombiano des secteurs 11, 10 et 9, bref «la grande famille Thiombiano» s'est retrouvée sous les neems de l'école Ban-

soudi pour une réunion d'évaluation de la situation. L'évaluation a fini dans un débat de muscles. Déçu, l'ex-député Ernest Thiombiano qui croyait

Lire suite à la page 3

CIRCULATION ROUTIÈRE

## Il paye 25 000 F pour défaut de carte grise

**Procès-verbal, contravention de simple police, amendes forfaitaires...** Lorsque vous avez du mal à garder les yeux sur ces lignes bien tracées sur un morceau de papier, c'est que vous avez reçu une gifle des flics en guise d'attention particulière du Saf, le service des amendes forfaitaires de la police municipale de la commune de Fada N'Gourma. Presque toujours, la police a raison mais, l'usager mis à mal, n'a pas non plus tort. Surtout lorsque la contredanse est assez salée. Ce fut le cas pour un fadalais à qui 2 flics de Kocty ont infligé «25 000 F» de contredanse pour «défaut de la carte grise». Tout le monde ayant raison, nous avons eu recours au premier concerné par l'établissement des cartes grises à Fada, en l'occurrence, Badini Ousmane, le DR Transport de l'Est. Avec lui nous avons voulu comprendre comment et dans quel délai est établie une carte grise, quand et dans quelle circonstance un usager est en «défaut de la carte grise?». Autrement dit, en savoir sur les titres de transport et, particulièrement les immatriculations.

Badini Ousmane, le directeur régional des Transports, des Postes et de l'Economie numérique indique tout d'abord que toute structure a des modalités pratiques d'exécution des dossiers et, «au niveau du ministère des Transports et, partant de la direction générale des transports terrestres et maritimes et ses services déconcentré qui sont les directions régionales, nous travaillons sur un manuel de procédures». Un document qui détaille tous les éléments entrant en ligne de compte de l'immatriculation qui est en fait la carte d'identité d'un engin ou d'un véhicule. Ces éléments composant le dossier doivent permettre sa recevabilité. Pour le cas de la carte grise d'une moto, la composition du dossier comporte deux fiches d'immatriculation à payer chez un régisseur au niveau de la direction régionale. En l'occurrence une fiche de demande d'immatriculation et une autre qui est la fiche d'interpol qui permet de «s'assurer que l'engin en question n'a pas subi de transformation notable pour changer ses caractéristiques. En gros pour dire que l'engin n'a pas de problème. Parce qu'elle est soumise aux services de sécurité, gendarmerie et police qui ont un rôle de contrôle. Et, quand on dit un rôle de contrôle, c'est dans le vrai sens du mot : ils doivent contrôler». Outre ces deux fiches, il y a les documents de la douane, le certificat de conformité de la maison qui a vendu l'engin, l'attestation de vente et la CNIB de l'intéressé. La carte d'identité de l'intéressé est nécessaire «parce que pour les bons ou les mauvais actes, ne se font pas ou ne se commettent pas à pied, on le fait motorisé la plupart du temps. Pour cela, il faut que l'engin à immatriculer le soit à l'adresse précise de la personne propriétaire dudit engin». D'où la livraison d'une plaque pour s'assurer que l'intéressé va porter le numéro qui lui aura été attribué. Pour clore le dossier, il y a enfin les timbres qui sont vendus au niveau du Trésor et



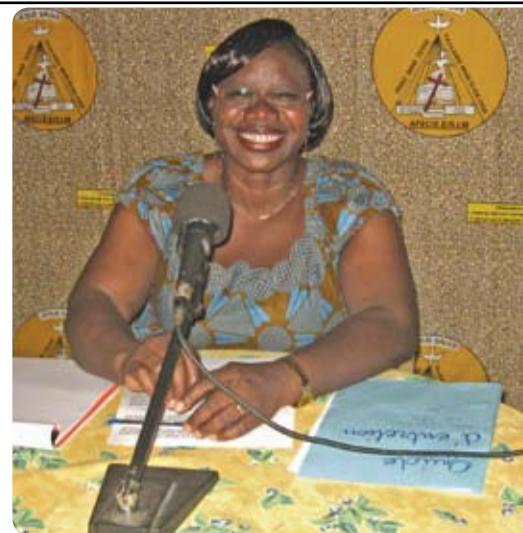
# Face à la presse locale

Par Philibert Yentangou

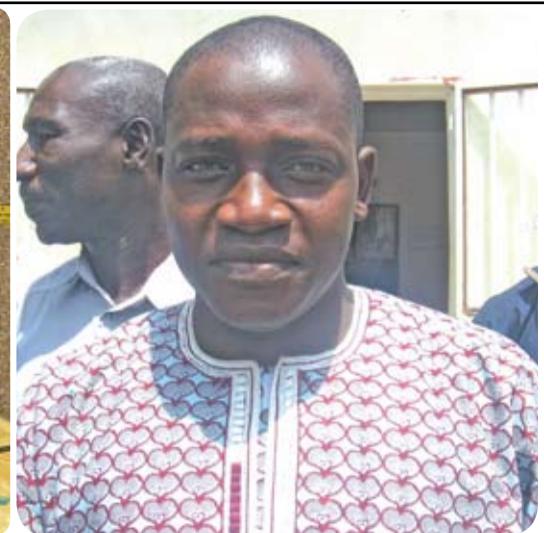
L'émission "Face à la presse locale" fait son chemin et s'est ancrée dans l'agenda mensuel radiophonique de la région de l'Est, du Gourma à la Kompienga, en passant par la Gnagna, la Komondjari et la Tapoa. Depuis son lancement le samedi 2 juin 2012, en direct de la résidence du gouverneur de la région de l'Est, Bertin Somda, l'émission "Face à la presse locale" du cadre de concertation des responsables de médias de la région, en collaboration avec la direction régionale de la communication et parrainée par le gouverneur, coproduite et diffusée en synchronisation sur toutes les 12 radios de la région de l'Est, a reçu nombre de responsables administratifs déconcentrés suivant la circonstance événementielle. Ainsi, après le Gouverneur et la présentation des enjeux et défis de la région, l'émission avait reçu Pierre Ouédraogo, le di-

recteur régional de la Jeunesse, de la Formation professionnelle et de l'Emploi; la question de la jeunesse étant omniprenante. Puis vinrent les pluies et l'entrée en campagne pour les agriculteurs. Saïdou Kanazoé, le DR de l'Agriculture et de l'Hydraulique de l'Est se retrouva tout naturellement face à la presse locale pour expliquer, exposer les prestations et les accompagnements possibles disponibles au niveau de la direction régionale et des directions provinciales. L'émission "Face à la presse locale" inaugure même une nouvelle dimension de sa plateforme en recevant, en "édition spéciale", au sortir de sa visite de terrain dans la région le samedi 25 août, le ministre délégué chargé de l'Agriculture, Abdoulaye Combaré, alors en tournée d'évaluation de la campagne agricole.

"Face à la presse locale" est devenue un rendez-vous attendu et qui se développe dans le sens de satisfaire le maximum d'auditeurs de la région. Ainsi, après la gageure de vaincre l'espace par une synchronisation, sur le territoire régional, de toutes les stations de radio, "Face à la presse locale" a entrepris de répondre au souci du gouverneur de surmonter la barrière linguistique. Depuis l'édition spéciale donc, l'émission est enrichie par une traduction en langues locales nationales Gourmacéma, mooré et fulfuldé. Au gré de l'actualité, "Face à la presse locale" a reçu par la suite, Paul Djiguemdé, le directeur régional de l'Environnement et du Développement Durable, Odile Ouédraogo/Hien, la directrice régionale de l'Enseignement



Odile Ouédraogo né Hien, la directrice régionale de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation



Abdoulaye Ouattara, le directeur régional des Enseignements secondaire et supérieur.

Budget, Aurélien Poda, puis les premiers responsables régionaux de la Communication, de la Sécurité avant une clôture d'année par la réception du gouverneur, son parrain. ▶



Saidou Kanazoé,  
le directeur régional de l'Agriculture et de l'Hydraulique



Le ministre Abdoulaye Combaré et le gouverneur de région, Bertin Somda, encadrés par les DR Saïdou Kanazoé (à gauche) et Yaya Soura (à droite), au sortir de l'édition spéciale de l'émission "Face à la presse locale".



Paul Djiguemdé, le directeur régional de l'Environnement et du Développement durable.

## ATELIER DE CONCERTATION / ASSOCIATION DES MUNICIPALITÉS DU BURKINA FASO (AMBF/RÉGIONALE) ET COMMUNES DE LA RÉGION DE L'EST

PAR DIANOU YEMPABOU (STAGIAIRE)

### Impulser une nouvelle dynamique pour les actions de l'AMBf

Les 27 et 28 septembre, la section régionale de l'Est de l'association des municipalités du Burkina Faso (AMBf) a tenu une première. Une rencontre de concertation avec le plein d'acteurs du secteur de la décentralisation : conseil régional de l'Est, haut-commissariat, maires des communes de la région, services techniques centraux et déconcentrés, comptables des communes, projets et programmes. Le gouverneur Bertin Somda, présidant l'ouverture de la rencontre confiait : «Quand j'ai été informé de la tenue de cet atelier, premier atelier du genre dans la région de l'Est, forte a été mon adhésion eu égard à la pertinence d'une telle concertation entre acteurs locaux dans le contexte actuel de mise en œuvre de notre processus de décentralisation». Il a suggéré une feuille de route minimale de réflexions conviant à mettre sur le gril des préoccupations telles "la tendance de la situation actuelle de fonctionnement de l'association" en quête de redynamisation ; "la réponse adéquate à apporter au problème de respect des cotisations ; l'utilisation des ressources destinées aux activités de la structure ; les mesures à prendre pour pérenniser le dispositif d'accès des communes aux informations relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics ; l'intercommunalité..." Des pistes pour diagnostiquer ses forces et faiblesses afin de se donner les chances de rebondir.

Pour sa part, Nakoulma Gilbert du Ficod, a rappeler l'importance de la concertation en tant que «puissant moyen de résolution des problèmes de développement pour les partenaires techniques et financiers (PTF) de la région de l'Est», dont il était le porte parole. Il a salué l'initiative de la section régionale de l'AMBf pour la tenue de cette rencontre, première du genre «pour l'institutionnalisation d'un cadre de concertation entre l'ensemble des maires de la région et les autres acteurs de développement». Selon lui, «les PTF auront ainsi un cadre idéal pour le partage régulier de leurs préoccupations sur le dével-

oppement de la région avec les représentants des populations à la base que sont les maires». Une tournure pour dire que les PTF «réaffirment leur disponibilité à accompagner l'AMBf régionale de l'Est et l'ensemble des maires de la région pour la mise en œuvre de leurs actions de développement ainsi que les orientations pertinentes qui sortiront de l'atelier». Il encourageait enfin les élus pour cette «recherche de synergie pour toutes leurs actions sur le terrain».

Salif Yada, maire de Diapangou, président de la section régionale de l'AMBf, s'est réjoui de la tenue de cette rencontre de concertation entre les communes de la région de l'Est, les PTF, les services techniques déconcentrés (STD) et tous les acteurs du processus de décentralisation. Objectif : impulser une nouvelle dynamique pour les actions de l'AMBf dans la région. Si l'AMBf/Est a réuni ce monde, «c'est dans le but de rechercher les solutions aux problèmes qui se posent à notre organisation, que le bureau régional a jugé opportun d'organiser cette rencontre pour échanger sur tous les aspects concernant la vie de l'association, notamment les actions qu'elle doit mener au profit des communes, ses difficultés, ses perspectives et, de les traduire ensuite sous forme de plan d'actions. Cette rencontre est également une occasion pour remobiliser toutes les forces vives de la région autour du bureau régional». En invitant les partenaires à cette rencontre, «le bureau a souhaiter ne pas se limiter à une analyse interne de ses actions mais, de se soumettre à un regard externe pour des critiques, des suggestions et des recommandations». Les PTF et STD dont l'appui est attendu pour la mise en œuvre du plan d'actions à sortir de la rencontre de concertation. Tout comme le gouverneur de région, Bertin Somda qui procèdera à l'ouverture de l'atelier, le président de l'AMBf/Est a tenu à remercier «le PDDC, le Ficod et à la Cagect, pour leur contribution à la tenue de la rencontre». ▶

### Quelques questions à Salif Yada, président de l'AMBf/Est

**Que diriez-vous, s'il vous fallait caricaturer votre action après 6 ans d'existence ?**

Le fait déjà pour la structure de favoriser les rencontres entre nous, est une bonne chose. Sans concertation, le développement est difficile. Au-delà, l'apport substantiel de l'association est au niveau de la gestion de l'accès aux informations relatives à la passation des marchés. Nous avons pu mettre en place un système de connexion qui permet d'avoir sur le Net toutes les informations sur les publications des marchés publics. Auparavant, la revue pouvait publier les marchés et, c'est un ou deux mois plus tard, qu'une commune qui se trouve par exemple au fond là-bas à Logobou, réalise que son marché a été publié et, la mise en œuvre des actions devient difficile et longue. C'est une action qui rend service aux communes en les rendant plus efficaces, au moins à ce niveau-là.

**Le dynamisme d'une association demande des ressources et aucune association ne dit en avoir.**

**Peut-on dire que l'AMBf section régionale de l'Est vit ?**

Oui, elle vit ! Même si ce n'est pas comme elle le souhaitait, elle vit. Il y a les cotisations des communes membres, même si ce n'est pas recouvré à 100%. Egalement l'accompagnement de certains partenaires, notamment le PDDC qui, depuis un certain temps, rend nos actions visibles et, qui a permis de disposer du matériel pour être à la page par rapport à la passation des marchés. Il y a aussi la gestion des conflits dans les communes. Tous les jours il y a des problèmes et nous apportons un appui conseil à nos membres. La question de financement est épingleuse et nous avons besoin des PTF à nos côtés. Si nous avons une bonne organisation, je crois qu'ils vont nous accompagner.

**Pour une association fédérative comme la vôtre, il est important de se concerter.**

**Combien de fois arrivez-vous à vous réunir dans l'année ?**

Statutairement, le bureau devait de réunir une fois par trimestre, soit 4 réunion dans l'année. Il ya aussi les assemblées régionales au nombre de deux par an. Donc, 6 rencontres dans l'année. Malheureusement, faute de moyens, nous n'arrivons pas à respecter toutes ces rencontres. La région de l'Est est vaste. D'une commune à une autre, ce sont des centaines de kilomètres et pour mobiliser tout le monde, ça demande des moyens. Le bureau profite chaque fois qu'il y a une rencontre régionale organisée par un partenaire pour, en marge, se réunir et discuter de nos problèmes.

**De tous les problèmes ?**

Vous savez, les maires n'ont pas de retentes. Quand on se rencontre, il n'y a pas de question taboue.

**Avez-vous discuté des problèmes, par exemple, que vivent les maires de Matiacoali et de Kantchari ? Ce dernier est même désormais appelé «L'empêché de la mairie» et suit le travail grâce à un transfert de données par clé Usb, puisque la population lui a interdit de mettre les pieds à la mairie.**

Pour le cas particulier de Kantchari, au plus fort de la crise, le bureau local de l'AMBf, en intégralité, a effectué une mission auprès de cette commune, a tenu une réunion avec tout le conseil municipal pour essayer de comprendre et prodiguer des conseils afin de sauver l'essentiel. Nous sommes même intervenus au niveau de la tutelle qui, après investigations, a trouvé que le maire était victime d'allégations et de manœuvres politiciennes y compris familiales et coutumières. Si jusqu'aujourd'hui le maire de Kantchari n'a pas été démis de ses fonctions, c'est réellement parce que la tutelle a vu qu'on cherche des poux sur une tête rasée. Mais, face au fait que la population lui empêche l'accès à la mairie, et donc de travailler, je crois que la tutelle devait prendre ses responsabilités et restaurer son autorité, du moment qu'on ne lui reproche rien. D'autre part, il y a un défaut de communication qui devait permettre de résoudre certaines situations. ▶

PROPOS RECUEILLIS PAR JAPHET BENYIDOOBA

# La réunion des princes finit par des coups de poings

PAR PHILIBERT YENTANGOU

diriger la réunion, est parti sans pouvoir tirer de conclusion. En attendant de pouvoir se retrouver pour, calmement, traiter de cette affaire foncière qui les perturbe tant, la famille Thiombiano a dressé un procès-verbal de la situation pour le haut-commissaire du Gourma, avec ampliation au gouverneur, au roi Kupiendiéli, au préfet et au maire Kocty Moumouni. Un P.V. qui accuse et met en garde ce dernier et que nous vous faisons partager ci-dessous.

Ainsi que l'explique Thiombiano Victor Palipougouni, le porte-parole des jeunes, «*depuis un certain temps, nous avions remarqué que les chantiers avaient repris leurs activités alors que nous leur avions dit d'arrêter et ils avaient arrêté et, nous avons entrepris le reboisement du site pour bien marquer les limites de l'espace que nous revendiquons. Il était entendu que, par la suite, nous allions chercher les moyens pour y mettre un grillage. Pour comprendre ce qui se passait, nous sommes donc allés voir celui que nous considérons comme notre leader, j'ai nommé Thiombiano Talandia dit «Talandia Tiamo» de la grande famille. Il nous a dit que le maire a demandé de laisser ceux qui y avaient acquis des parcelles, les mettre en valeur et, qu'en contrepartie, ils allaient être amendés à hauteur de 200 000 F chacun, afin de nous permettre de nous procurer le grillage pour protéger ce qui restait comme espace. Nous avons dit, non ! Pour deux raisons : d'une part, la réunion qui devait en décider n'a pas eu lieu et, d'autre part, nous ne pouvons accepter une décision unilatérale. Il appartient à la communauté d'en décider. Par ailleurs, en vertu de quelle loi, ces personnes devaient être amendées ? Et, il s'agit d'au moins 20 à 30 parcelles. Nous disons que nous n'avons pas autorité pour les amender. Au début du litige, nous avons dit, non ! au maire. Il a déserté, il a fui. Nous devons rester sur notre position d'autant plus que nous avons reboisé le site. Nous ne nous sommes pas entendus et, il se trouve que 3 personnes lui avaient déjà versé les 200 000 F. Soit 600 000 F qu'il a encaissé sans rien nous dire. Alors, nous avons décidé de prendre un mégaphone et de parcourir les secteurs 11, 10 et 9 et convier la grande famille Thiombiano à une réunion à l'école Bansoundi, pour tirer cela au clair et éviter la honte à la famille princière. Les gens sont sortis, vous avez vu ce qui s'est passé, c'est fini en queue de poisson, il n'y a pas eu d'entente. Ils nous ont mené en bateau, ils nous*

*ont poussé, nous avons dit non ! au maire et, derrière nous, ils font autre chose. Nous, les jeunes et les anciens comme Ernest, Moussa «Django», nous ne voulons pas de ce compromis. Il n'y a pas eu de réunion depuis et Thiombiano Moussa dit «Django» et moi, nous avons rédigé un compte-rendu pour présenter la situation aux autorités.*

## Le contenu de la lettre adressée à monsieur le Haut-commissaire de la province du Gourma, en date du 5 octobre 2012

**Objet :** gestion des parcelles

Monsieur le Haut-commissaire,

Depuis un certain temps, monsieur le maire de Fada, Kocty Moumouni, se livre à une pratique illicite grave dans l'exercice de ses fonctions. Il s'agit du parcellement clandestin des réserves administratives et espaces verts dans la ville. Cette opération, une fois terminée, avec la complicité de quelques agents des services domaniaux, monsieur le maire procède à la vente clandestine desdites parcelles avec un réseau de démarcheurs bien connus également dans la ville. Ainsi, nous pouvons citer : au secteur n°1, une zone contiguë au cimetière ; au secteur n°3, la zone située côté Sud de la résidence de monsieur le Gouverneur, face à l'Onea ; au secteur n°11, l'espace réservé à un de nos fétiches protecteurs. C'est d'ailleurs à cet endroit que nous avons déterré les bornes implantées par monsieur le maire, pour son dernier forfait. Ce problème aurait pu éclater bien avant, si la mesure de suspension des lotissements n'avait pas été imposée par son excellence monsieur le Premier ministre, suite à la crise qu'à connue notre pays en 2011. En effet, monsieur le maire Kocty a tenté vainement de procéder à des lotissements, côté route de Bogandé au secteur 8 et 9, de même sur l'axe Ouaga-Niamey au secteur 1. Sur tous les fronts, monsieur le maire s'est heurté à un refus catégorique des populations. Elles disent leur ras-le-bol, et lui demandent de finir d'abord avec l'attribution des parcelles du secteur n°6 qui constitue un énorme scandale dont toute la ville attend de voir le dénouement. C'est face à cette gestion opaque de la cité que nous, autochtones et familles princières de Fada, venons respectueusement attirer votre bienveillante attention. Beaucoup de citoyens ont souhaité voir des marches dans la ville pour protester contre ces pratiques de notre maire mais, nous les avons dissuadés et contenus, estimant que le pays vient de traverser suffisamment de turbulences et n'en avait pas besoin. Aussi, souhaitons-nous, en tant qu'autorité de tutelle, votre concours aux fins de lui signifier de mettre fin à ces pratiques honteuses de sa part, s'il veut terminer son mandat sans heurts.

Ont signés : Thiombiano Moussa et Thiombiano Victor

Ampliation : Gouverneur, Maire, Préfet, Kupiendiéli, Archives

## MARCHE DE PROTESTATION CONTRE LA MORT DU CHR

# «La mort du CHR, on n'en veut pas !»

PAR DIANOU YEMPABOU (STAGIAIRE)

«Nous sommes debout, ce matin, pour aller dénoncer la mort du CHR de Fada,  
La mort du CHR, on n'en veut pas !  
Mobilisons nous et sauvons notre CHR !  
Fi mani tin cuoni !  
Félicitation et courage à tous les infirmiers !»

A l'appel de la section régionale du Mouvement Burkinabé des droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP/Est), la population de la ville de Fada est sortie, le mercredi 29 Août, «se mettre debout» pour «dénoncer la mort du CHR de Fada, (...) et féliciter et encourager les infirmiers». Selon les animateurs de la marche, cela fait deux ans que le CHR de Fada est en panne de groupe électrogène et que par conséquent ne se pratiquent plus de césariennes.

Faute de préparation médiatique adéquate, la marche «contre la mort du CHR» n'a pas fait sortir grand monde mais, comme d'habitude les organisateurs ont su se faire remarquer et démontrer que l'échantillon offre souvent plus de qualité que la masse. Au gouvernorat, point de chute de la marche, les marcheurs, par la voix de Tankoano Adolphe ont introduit une lettre de «Protestation contre la mort du CHR», au gouverneur Bertin

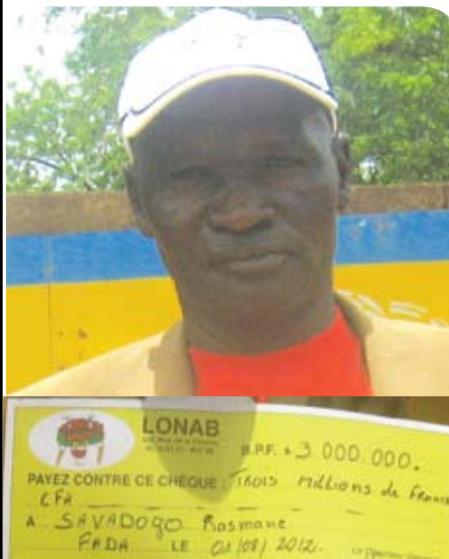
## LA LONAB FAIT... DES HEUREUX GAGNANTS À FADA

PAR DIANOU YEMPABOU &amp; NAKO HAMADO (STAGIAIRES)

# Ils ont gratté et gagné 3 millions dans la même tranche à la tombola minute



Matinée de fric pour deux heureux gratteurs au siège de la Lonab de Fada. Après avoir fait un multi millionnaire au Jackpot, c'est un autre produit, en l'occurrence la tombola minute ou «gratter-gratter» qui a fait deux autres millionnaires de la LONAB à Fada. C'était le 1er Août 2012. Impressions.



et troisièmement j'ai eu 3.000.000». Pour Doulaye, la priorité des priorités avec son gain, «c'est chercher là où dormir, c'est ça qui est important !»

**Emma Boubacar Sidiki**, chef d'agence de la Lonab-Fada : «Mes sentiments sont très bons, dans la mesure où nous venons de distribuer 6 millions de F CFA à deux parieurs de la ville de Fada. C'est vraiment un fait rare, depuis l'existence de la Lonab, d'avoir deux gros lots dans la même tranche et dans la même ville. Je viens de prendre fonction à Fada et j'ai la chance d'avoir



deux gros gains au niveau des «gratter». Celui qui ne joue pas ne gagne pas. J'invite la population de l'Est, en général et, en particulier de Fada, Diapaga, Gayeri, Bogandé, Kantchari et autres, à jouer. Chacun aura sa chance en jouant. Que ce soit au PMU ou au ticket «gratter-gratter» qu'on appelle communément la tombola minute»



Somda alors assisté, entre autres, de Eric Tougouma, le DG du CHR. La lettre porte l'exigence de la remise en fonction des services vitaux de l'hôpital. Le MBDHP y réaffirme sa préoccupation pour les problèmes de santé des populations et «se réserve le droit d'initier d'autres actions de protestation» jusqu'à satisfaction des besoins de fonctionnalité du CHR. «Si rien n'est fait», dans le sens de la résolution des problèmes de santé que vivent l'ensemble de la population de la région, de l'impact du délabrement fonctionnel du matériel médico-technique sur les conditions de travail du personnel et, de l'angoisse des usagers du CHR, le MBDHP promet qu'il va falloir classer sa démission dans les «Affaires à suivre»

## Les Échos du Sahel

Mensuel d'informations locales, d'Intégration et de Développement

+226 40 77 77 18

+226 70 33 24 16  
+226 78 83 80 53  
+226 76 42 65 10BP. 145 Fada N'Gourma  
Burkina Faso

Email : mboluvi@yahoo.fr

Récépissé n°2011-044/CAO/TGI-F/PF

N°ISSN : 0796-8868

Directeur de publication

Guy-Michel BOLOUVI

Conseil de la rédaction

Justin LOMPO, NABA Yentema

Service commercial

Fatimata BARRY (Stagiaire)

**Rédaction**

Apollinaire Salembéré, Japhet Benyidoba, Philibert Yentangou, Guy-Michel Bolouvi, Kawe Jos, Dianou Yempabou, Issaka Hervé Combaré, Nako Hamado.

**Conception graphique et Mise en page**

Les Echos du Sahel

**Impression**

Ténakourou imprimerie

**Distribution**

SODIPRESSE 09 B.P 11315 Ouagadougou 09

+226 50 36 03 80

CÉRÉMONIE DE SORTIE DE LA PROMOTION 2011-2012 DES ENEP



## «Je crois que les Enep sont à la croisée des chemins avec l'augmentation d'un an de la durée de formation».

Finies les vacances ! Il est loin ce mardi 24 juillet qui marquait la fin du cycle d'une année de formation et le retour à un cycle de deux ans. L'Enep de Fada accueillait toutes les autres du pays pour une célébration haute en symboles. Le parrain, le Pr Jean Couldiaty, ministre de l'Environnement et du développement durable et, le ministre de tutelle Koumba Boly/Barry et, le gouverneur de la région de l'Est, Bertin Somda, pour ne citer que ces personnalités, ont fait le déplacement pour soutenir les élèves maîtres et leur hôte, Adama Ouandaogo, le DG de l'Enep accueillant la fête commune. Selon le DG «les Enep sont à la croisée des chemins avec l'augmentation d'un an de la durée de formation».

*Qu'est-ce que les Enep ont voulu mettre en relief avec l'organisation d'une cérémonie commune de sortie de promotion ?*

Les cérémonies de sortie de promotion sont entrées dans la tradition, pas seulement pour les Enep puisque beaucoup d'écoles de formation professionnelle le font mais, pour ce qui concerne les Enep, nous avons pris l'option d'organiser une cérémonie de sortie nationale depuis 2006, à la place d'une cérémonie organisée en interne par chaque Enep. L'objectif est d'inculquer un esprit commun à une même promotion au niveau de toutes les Enep. Les stagiaires sont répartis dans plusieurs Enep et, il est bon de se retrouver en un seul endroit pour partager le même esprit. Cela permet de marquer la sortie de la promotion de manière solennelle, de

consolider la cohésion au sein des nouveaux lauréats avant leur entrée dans le corps des éducateurs. Il s'agit donc, de les amener à partager les mêmes valeurs, de rappeler à ces nouveaux enseignants les défis qui les attendent sur le terrain et susciter en eux le goût de l'excellence. Parce que le métier de l'enseignant ne doit pas souffrir de l'à-peu-près. Dans ce métier, la qualité des hommes compte beaucoup et l'esprit qui doit les guider dans l'accomplissement de leur devoir est très important.

*Quelles sont les principales implications de l'organisation d'une telle cérémonie ?*

Il faut dire que l'enjeu principal pour cette cérémonie était d'abord la concordance avec le thème. A savoir : «Enseignants formés et engagés pour l'éducation au développement durable». Nous



Adama Ouandaogo, le DG de l'Enep de Fada.

avons voulu faire en sorte que les Enep adhèrent à la promotion de l'éducation au développement durable et donc, à l'esprit de la rencontre que l'Adea (Association pour le développement de l'éducation en Afrique) a organisée au Burkina sur « comment faire de l'éducation et de la formation des moteurs du développement durable de l'Afrique ? » C'est le lieu de remercier les responsables du ministère de l'Education qui ont bien voulu nous accompagner, aussi bien dans la préparation de la cérémonie que pour le choix du thème et celui du parrain. Pour une telle cérémonie, naturellement, il faut un comité d'organisation. Nous sommes allés d'abord vers les autorités locales, notamment le gouverneur de la région de l'Est, qui a lui-même présidé ledit comité qui a compté plusieurs commissions (matériel, hébergement, restauration, presse et communication, animation), ... toutes orientées par rapport au thème de la cérémonie. L'autre enjeu était la mobilisation des ressources financières. D'abord la contribution de l'Enep organisatrice, et nous avions prévu un montant que nous savions insuffisant, ensuite, celle des autres Enep à hauteur de 500 000 F chacune. Mais, comme nous souhaitions une cérémonie de bonne facture, tous ces montants réunis ne suffisaient pas. Nous sommes alors allés vers les institutions financières avec lesquelles nous avons un partenariat, puisque ceux que nous formons sont de futurs salariés et donc leurs futurs clients. Nous avons donc eu à travailler avec la Bank of Africa qui était le sponsor officiel de cette cérémonie ; Coris Bank International ; la Banque Atlantique ; la Bicia-B ; et vers des sociétés qui

placent des motos à crédit comme Espace Moto et Watam Kaizer. Et, elles nous ont beaucoup apporté. Watam Kaizer, par exemple, accompagne chaque année la cérémonie des Enep. Cette société a coutume, lors de cette cérémonie, d'offrir chaque année une moto à chaque premier et à chaque première du DFE/Enep (Diplôme de fin d'études des Ecoles nationales des enseignants du primaire). Pour cette année, Espace Moto a également soutenu l'Enep organisatrice avec une moto ; ce qui donnait au total trois motos pour la cérémonie. En outre, et en rapport avec le thème, nos partenaires qui interviennent dans le cadre de l'éducation environnementale, telle l'Adap (Association pour le développement des aires protégées) et Arfa (Association pour la reforestation xxx) ont dressé des stands de sensibilisation. Nous avons également eu la contribution de l'Amicale des inspectrices de l'enseignement de base du Burkina et de l'Association Tin Tua. Evidemment, il faut compter les directions centrales de notre ministère, telles la Direction des Sports de la Culture et des Loisirs, qui a initié une compétition inter-Enep d'œuvres poétiques en langues nationales mooré, goulmancéma et en français ; et bien sûr, la DCPM, Direction de la communication et de la presse ministérielle du Mena (Ministère de l'Education nationale et de l'Alphabétisation). Même si on ne peut pas dire que les moyens étaient suffisants, il faut reconnaître que ce qui a pu être mobilisé, a été utilisé judicieusement et nous avons été satisfaits à l'heure du bilan.

*A peine clôturée la cérémonie de sortie, vous voilà attelés à la préparation de la rentrée 2012-2013 : comment et qui peut entrer à l'Enep ?*

Il ya deux voies pour entrer à l'Enep. La première est celle du concours direct organisé par



Le parrain, le Pr Jean Couldiaty, le ministre de tutelle Koumba Boly/Barry et, le gouverneur de la région de l'Est, Bertin Somda, ont fait le déplacement pour soutenir les élèves maîtres.

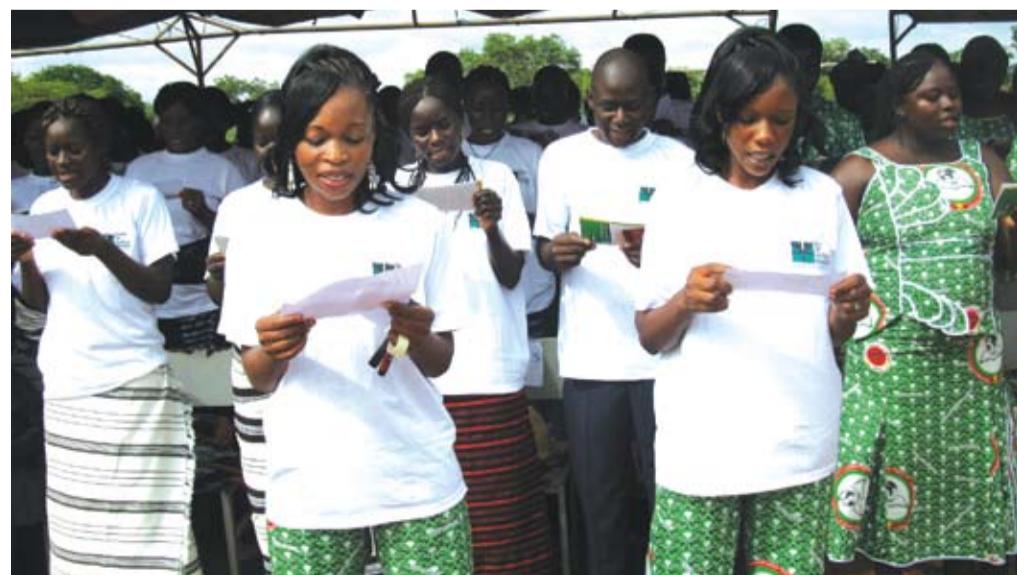


Par son premier responsable local, la Bank of Africa, sponsor officiel de la cérémonie a honoré le thème "Tous pour une éducation au service d'un développement respectueux de l'environnement, socialement équitable, culturellement sensible et économiquement juste".

le ministère de la Fonction publique. Ceux qui passent par ce canal sont appelés les «élèves-maîtres boursiers». Le quota via ce canal varie entre 300 et 400 admissions. Cette année, il nous est annoncé 400 admis. L'autre voie d'accès est celle du test de recrutement pour complément d'effectif. Il est organisé en interne par chaque Enep. Ce test est réglementé par notre ministère, en collaboration avec celui de l'Economie et des Finances pour le nombre de places attribuables. Ainsi, cette année, le quota pour le test est de 300 places, puisque l'Etat nous envoie 400 admis au concours direct et que notre capacité totale d'accueil est de 700 places. Les Enep n'ont pas toutes le même quota de recrutement. Le quota est fonction de la capacité d'accueil de chaque établissement et les Enep n'ont pas toutes la même capacité. Pour cette deuxième voie d'entrée à l'Enep, le communiqué organisant le test de recrutement pour complément d'effectif émane du ministre de l'Education nationale et de l'Alphabétisation qui fixe les conditions à remplir pour postuler. A savoir, être titulaire du Bepc, être âgé au moins de 17 ans et au plus de 37 ans, fournir les pièces d'état civil, un certificat de visite et de contre visite médical, un engagement à respecter le règlement intérieur de l'établissement et à payer les frais de scolarité dans les délais prescrits. Ce test consiste en une épreuve écrite qui porte sur une étude de texte ; une épreuve orale qui est un entretien avec un jury et, une épreuve physique selon le sexe : une course de vitesse sur une distance de 100 mètres pour les garçons et sur 60 mètres pour les filles.

*Il se dit que des places sont vendues, que certains sont admis sur recommandation... Que répondez-vous à cela ?*

Le bruit court effectivement que des places sont



Les élèves maîtres ont pris un engagement devant tous d'honorer leurs devoirs d'éducateurs.

vendues, qu'il y a des interventions, des recommandations, des gens qui entrent sans passer par le test... et, cela, au niveau de toutes les Enep, pas uniquement à Fada. S'il y a des rumeurs, je ne peux pas dire qu'elles sont infondées. En ce qui me concerne particulièrement, j'ai été Directeur des études et des stages avant d'être Directeur général de l'Enep de Fada et, nos tests de recrutement pour complément d'effectif ont été proprement organisés. Je vous donne pour preuve les résultats obtenus au DFE/Enep. Depuis quelques années, les premiers aux DFE/Enep sont issus des rangs de ceux qui entrent par le test de recrutement pour complément d'effectif. Si je prends le cas de l'année dernière, les 5 premiers au DFE/Enep, à l'Enep de Fada sont des élèves entrés par le test. C'est dire que ce test est fiable. C'est dire que nous tenons vraiment compte des résultats de ce test pour les admissions. S'il y avait des interventions, des arrangements, si on achetait sa place, c'est dire qu'on n'allait pas

tenir compte des niveaux pour inscrire les gens ici. D'autre part, après la formation et le DFE/Enep, les Enep sont évaluées en fonction du taux de placement à la Fonction publique ou dans les établissements privés. Cela veut dire que si votre système de recrutement est mauvais, alors qu'on n'a déjà pas le temps suffisant pour former les gens, votre produit ne sera pas bon, il ne sera pas pris et ne pourra pas être compétitif. Pour ce qui est de l'Enep de Fada, depuis que nous existons, notre taux de placement au niveau de la Fonction publique a été toujours bien apprécié. La qualité du recrutement garantit la bonne performance au niveau de l'examen de sortie et des débouchés. Quand on travaille avec des gens, on ne peut pas dire que tout le monde est blanc mais, il y a plus de faux que de vrai sur ce qu'on dit de l'Enep de Fada.

*La rentrée 2012-2013 sera marquée par le passage à deux ans de formation plutôt qu'une. Qu'est-ce qui a motivé cette réforme ?*

En fait, il ne s'agit pas d'une nouveauté. Notre cycle de formation a toujours connu ce va et vient entre une année et deux années de formation. Dans les cours normaux, dans le temps, la formation était de deux ans. Quand il a fallu créer la première Enep, qui est celle de Lumbila, on a démarré avec un cycle d'une année de formation puis, on est passé à deux années et, c'est en 2003, je crois, qu'on est revenu à une année de formation. Nous repartons au cycle de deux années de formation parce que, pour nous, le profil des candidats à l'entrée est très important. Il se trouve que nous recrutons des jeunes gens qui ont juste le Bepc. Nous leur donnons une formation initiale qui est juste de quelques mois, parce qu'à l'intérieur de l'année de formation, il faut

compter avec le stage pratique en plus de la formation théorique qui couvre au mieux 5 mois et demi et, donc le stage pratique d'une durée voulue de 4 mois mais, qui ne dure en réalité que 3 mois parce qu'il faut compter avec les congés de fin du deuxième trimestre. Sans parler d'autres activités qui peuvent intervenir en cours de stage. Au total, le temps de formation était insuffisant pour vraiment préparer ces jeunes gens au métier d'enseignant, autant sur le plan théorique que pratique. Tous les acteurs impliqués dans la formation étaient conscients des limites de la durée de formation. A commencer par les responsables et les formateurs au niveau des Enep et les maîtres conseillers au niveau des écoles d'application. Les rapports croisés de tous ces acteurs révélaient que la durée de la formation était à revoir à la hausse. Et, je crois que tout le monde a été heureux, quand madame le ministre a défendu cette cause à l'assemblée générale des sociétés d'Etat de 2011. Désormais, nous aurons une année entière de formation théorique et une autre pour la pratique.

*Ce retour à deux années de formation n'entraîne-t-il pas des implications logistiques ?*

Effectivement, il ne s'agit pas seulement de décréter le passage à deux années de formation. Les avantages sont indiscutables mais, cela implique beaucoup de moyens à mobiliser. D'abord, le volume horaire pour dispenser la formation théorique demande une augmentation de l'ordre d'un tiers. Ceci veut dire qu'il faut revoir, à la hausse, l'enveloppe financière de la vacation ; également prévoir les frais récurrents pour l'usage prolongé des dortoirs ; ensuite revoir, toujours à la hausse, la rémunération mensuelle d'encouragement des encadreurs du stage pratique au niveau des écoles. Ils recevaient des indemnités sur quatre mois et, maintenant, il faudra prévoir sur huit mois. Bref, le volume financier des prises en charge va doubler. Pour ce qui est, par exemple, des encadreurs des élèves-maîtres sur le terrain, l'année dernière, leur prise en charge entraînait dans le budget des Enep. C'est dire que si cela reste à la charge des Enep, leurs budgets vont souffrir de ce poids. Sans compter les dépenses de fonctionnement de l'administration. Je crois que les Enep sont à la croisée des chemins avec l'augmentation d'un an de la durée de formation. C'est une mesure pour améliorer la qualité de nos enseignants mais, elle implique de nouveaux défis et nous avons besoin de l'accompagnement technique de notre ministère de tutelle, le Mena, et surtout de celui du ministère des Finances et de l'Economie pour la tutelle financière. Parce que le passage d'une année à deux ans va gonfler le volet dépenses de nos budgets et nous ne sommes pas sûrs de réaliser assez de recettes pour pouvoir supporter la nouvelle situation. D'autre part, lorsque la formation se déroulait sur un an, une fois terminée la formation théorique, les professeurs permanents de l'Enep s'organisaient pour aller suivre le stage pratique sur le terrain et prodiguer les conseils. Maintenant, il faudra au même moment, une équipe pour assurer la formation technique et une autre pour le stage pratique sur le terrain. Il y a donc beaucoup de choses qu'il faut revoir ; il y a eu des rencontres à ce sujet et je crois que durant ces vacances, il y aura nécessairement d'autres concertations entre les directeurs généraux des Enep et le Mena afin d'anticiper et préciser ce qu'il faut faire pour gérer cette nouvelle situation. On a répondu à une préoccupation qui était légitime, maintenant il faut s'asseoir pour voir comment il faut gérer ses conséquences. Les textes mêmes régissant les Enep doivent être adaptés ; le DFE/Enep doit évoluer vers un Certificat élémentaire d'aptitude pédagogique, il faut donc un texte qui réorganise l'examen de sortie et jusqu'au statut du nouveau enseignant qui doit entrer dans la Fonction publique avec un reclassement en catégorie C1 au lieu de C2, ce qui implique une incidence au niveau de la solde.

*N'y aurait-il pas là une injustice par rapport*

*à ceux qui ont été formé en un an et sont donc sortie en catégorie C2 ?*

Je ne le crois pas parce qu'en dehors du bulletin de salaire, ils au-

ront les mêmes chances, dans les mêmes conditions, de passer le Certificat d'aptitude professionnel (Cap) et d'assurer leur promotion.

*Au-delà de ces préoccupations liées au passage à deux années de formations, quels sont les principaux défis auxquels le DG que vous êtes devra faire face ?*

Je suis dans le système des Enep depuis 2005 en tant que personnel détaché et en tant que vacataire depuis 1999 et, je dois dire que, pour toutes les Enep, notre difficulté se situe au niveau du recrutement. En cela que nous pensons qu'il est possible de hausser le profil des sortants en rehaussant leur profil à l'entrée. Aujourd'hui, le minimum requis devrait être le niveau de la classe de première. Je prends un petit exemple : vous ne pouvez pas demander à quelqu'un qui est sorti à l'issue d'une formation avec le niveau de la classe de troisième, de vous faire une dissertation pédagogique, alors qu'au sortir de son cycle secondaire, il ne sait pas ce que c'est que la dissertation. On ne va pas se perdre dans un débat sur la baisse de niveau de l'enseignement mais, force est de reconnaître que ceux que nous recrutons présentement semblent avoir un niveau inférieur à celui de ceux d'antan. Pas tous, car il y'en a qui sont bons, puisque le niveau est aussi une question de culture personnelle. Il faut revoir le niveau de recrutement. Revoir le mode de recrutement au niveau de la Fonction publique. Ceux que nous recrutons par test sont souvent mieux. Avant d'être responsable de l'Enep, j'ai été sur le terrain et je connais beaucoup d'enseignants qui ne savent pas mettre correctement un texte au tableau, qui ne savent pas bien former les lettres. Or, il est important pour un enseignant d'être bon en orthographe et en expression. J'étais récemment à un séminaire à Dakar sur la norme internationale de qualification et de certification des enseignants et, la moyenne internationale se situe à Bac + 2 et, il y'en a qui sont à Bac + 4, pendant que nous, nous ne sommes même pas au niveau Bac. L'autre cas est que nous constatons, avec les défaillances au cours de la formation, que certains sont passés par les mailles du filet. Ils nous arrivent avec des handicaps qui n'ont pas été décelés en amont. Notamment, des handicaps mentaux qui se révèlent en cours de formation. Nous avons eu un élément qui a passé presque tout un mois sur un arbre et qui refusait d'en descendre. Je souhaiterais que chacun, à son niveau, fasse correctement son travail. Nous avons également des cas d'étudiants sans ressources mais, ça, ce n'est pas la faute à l'administration. Des gens qui ont passé le test de recrutement, qui ont raclé leur tirelire pour venir payer et qui n'ont plus rien après pour vivre sur le site. Ce sont des cas sociaux. Certes, Plan Burkina vient en aide aux filles qui sont dans cette situation, avec une bourse mais, c'est sur sélection.

*Les privilégiés sont donc ceux qui arrivent avec la bourse de l'Etat ?*

Bon ! On peut dire que chez eux ça va, ils sont tous logés à l'internat, ils peuvent survivre. Mais, la bourse est devenue dérisoire puisque s'est le même montant qui est servi aux gens depuis 25 ans alors que le coût de la vie a carrément triplé quadruplé.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
NAKO HAMADO (STAGIAIRE)

CÉRÉMONIE DE SORTIE DE LA PROMOTION 2011-2012 DES ENEP

PAR PHILIBERT YENTANGOU

# Une journée au parfum environnement...

La cérémonie du mardi 24 juillet a commencé par un devoir communautaire, une minute de silence à la mémoire de Somé Darata Nadège, élève-maîtresse de l'Enep de Bobo, en fin de formation, arrachée accidentellement à l'affection de la famille enseignante, 3 jours auparavant, le 21 juillet. En rappel, la cérémonie commune de sortie 2012 des Enep concernait la 27<sup>ème</sup> promotion de l'Enep de Loumbila ; la 18<sup>ème</sup> de l'Enep de Bobo-Dioulasso ; la 15<sup>ème</sup> de Fada N'Gourma ; la 14<sup>ème</sup> de Ouahigouya ; la 11<sup>ème</sup> de Gaoua et la 1<sup>ère</sup> de Dori. En choeur, les élèves maîtres ont proclamé un serment d'engagement au noble métier de l'enseignement, en prenant à témoin : «le ministre de l'Education nationale et de l'Alphabétisation, Kouumba Boly/Barry ; leur parrain, le Pr Jean Couldiaty, ministre de l'Environnement et du Développement durable ; les autorités politiques et administratives, les formateurs, les aînés de l'enseignement, les parents d'élèves, leurs frères et sœurs».

**Lompo Daphnée**, porte-parole des élèves maîtres

## Portrait d'une enseignante nouvelle

D'élève-maîtresse Lompo Daphnée est désormais IAC, Institutrice adjointe certifiée. Elle attendait de passer le test d'intégration en août à Ouaga, pour connaître son poste d'affectation. Mais comme elle le confie, «lors des cérémonies, on oublie les difficultés». Et elle en parle un peu des difficultés et suggère : «à mon avis, il faudra améliorer tout d'abord la façon de donner les cours». Elle explique en indexant les horaires : «parce que nous venons du lycée mais, certains sont passés par l'université. On les a habitués à un autre type d'enseignement. C'était tout au plus 2 heures. Ici, nous faisons souvent 5 heures de cours le matin et 3 heures le soir. Le programme est long, lourd et c'est pénible». Côté pratique, Daphnée pense qu'il faut «améliorer l'accueil au niveau des écoles, parce qu'il ya souvent des malentendus ; les maîtres conseillers sont souvent un peu distants. Il faudra une étroite collaboration pour pouvoir venir en aide aux stagiaires. Il ne faudra pas mettre des barrières entre nous. Parce que nous sommes des apprenants, nous voulons poser des questions. Il y a des choses que nous ne comprenons pas mais, souvent, la tension fait que nous ne pouvons pas approcher nos maîtres conseillers pour leur demander ce que nous ne comprenons pas». Sur la durée du cycle de formation, elle approuve le retour à deux années dont une pour la théorie et l'autre pour le stage pratique. Et pour cause, elle sort du cycle d'un an et constate : «une année, je trouve que c'est insuffisant. Il s'agit d'une formation intensive et, étant donné que chacun vient avec ses lacunes, une année, franchement ça ne suffit pas très souvent». Née à Fada il y a 25 ans, Lompo Daphnée a fait ses cours primaires à Ouaga, à l'école Zogona A et revient à Fada à l'étape du secondaire et fréquente le lycée privé Yemboaro. Elle obtient le BEPC en 2003 et accède à l'Enep de Fada en 2011-2012 avec le niveau de la classe de terminale. Elle a choisi de faire carrière dans l'enseignement parce que dit-elle «j'aime bien les enfants et, ensuite, parce que c'est une façon pour moi de contribuer au développement de mon pays». En effet pour Daphnée, «le Burkina compte encore beaucoup d'analphabètes et, c'est bien mal parti pour un pays qui veut s'auto-suffire et sortir du sous-développement». Si elle avait la latitude d'élire son premier poste d'enseignante, elle dit souhaiter «travailler dans mon village, Yamba, à 35 kilomètres de Fada».

## Repères Enep de Fada

### Effectifs cumulés des élèves maîtres depuis la première promotion en 1997

Promotions	Années	Boursiers			Non-boursier			Total		
		H	F	T	H	F	T	H	F	T
1	1997-1998	284	33	317	38	38	76	322	71	393
2	1998-1999	247	89	336	35	54	89	282	143	425
3	1999-2000	298	52	350	19	58	77	317	110	427
4	2000-2001	295	54	349	23	56	79	318	110	428
5	2001-2002	274	69	343	12	25	37	286	94	380
6	2002-2003	244	77	321	13	18	31	257	95	352
7	2003-2004	222	95	317	21	34	55	243	129	372
8	2004-2005	279	71	350	42	104	146	321	175	496
9	2005-2006	262	88	350	50	184	234	312	272	584
10	2006-2007	227	74	301	153	398	551	380	472	852
11	2007-2008	241	55	296	154	392	546	395	447	842
12	2008-2009	212	73	285	164	412	576	376	485	861
13	2009-2010	208	86	294	95	259	354	303	345	648
14	2010-2011	230	66	296	127	224	351	357	290	647
15	2011-2012	207	90	297	122	277	399	329	367	696
Total		3730	1072	4802	1068	2533	3601	4798	3605	8403

La journée a été marquée par la distribution de nombreux cadeaux aux meilleurs élèves-maîtres.



Même si le choeur manquait d'harmonie, dans leur serment les élèves maîtres disaient ceci : «Conscients que l'Education est en amont et en aval de tout engagement, prenons le ferme engagement de servir avec abnégation, honnêteté et en toute loyauté, la cause de l'Education. Nous affirmons solennellement notre volonté :

- D'enseigner les enfants partout où nous serons appelés à servir ;
- Etre digne dans notre comportement et l'exercice de la profession en tout temps et en tout lieu ;
- Contribuer au développement des communautés ;
- Appliquer avec la plus grande rigueur possible la politique du Mena sur le terrain ;
- Etre de vrais acteurs de développement.

Cet engagement que nous prenons aujourd'hui fait office de profession de foi et de résolution. Nous vous invitons à prendre acte afin de nous interpeller en cas de manquement».

## En guise de viatique le ministre et le parrain ont eu ces réflexions pour les élèves maîtres

**Kouumba Boly/Barry**, ministre de l'Education nationale et de l'Alphabétisation

- «Aucun développement durable n'est possible si l'éducation n'est pas au cœur de ce projet»

• «Notre pays s'est engagé, depuis 2007, dans la réforme de son système éducatif. (...) mais, le défi majeur à relever dans notre système éducatif est de se doter de partenaires enseignants bien formés et à même de faire face aux besoins socio-économiques et environnementaux auxquels notre pays ne peut déroger».

• «Les responsabilités que vous serez amenées à assumer désormais dans la société sont immenses. (...) Quel que soit le mobile qui vous a guidé vers le métier d'enseignant, considérez-le comme un sacerdoce car, le bon enseignant n'est pas seulement celui ou celle qui possède la pédagogie. Malgré toutes les souffrances, le maître ou l'enseignant doit entièrement se consacrer à son métier. Eduquer, c'est transformer ; c'est former ; c'est aussi aimer, partager, c'est donner la capacité à des enfants, à de tout-petits enfants, à des adolescents aussi et à des adultes, de faire éclore ce qu'ils ont de meilleurs en eux, développer leur potentiel. Et ça, c'est énorme. Ce sont des hommes et des femmes de demain dont vous avez la responsabilité entre les mains. Et ça, le pays entier et le gouvernement vous sont solidaires ; parce qu'un enseignant ou une enseignante, on ne peut jamais le récompenser à la hauteur des efforts qu'il fournit. C'est impossible, personne ne peut payer un enseignant, une enseignante».

• «La formation initiale que vous avez reçue, n'est pas une fin en soi. Il s'agissait pour les formateurs et formatrices, de mobiliser chez vous des savoirs ; le savoir faire, le savoir être aussi et le faire faire propre à vous rendre capables de résoudre efficacement les problèmes qui se poseront sur le terrain de la pratique professionnelle. Il en est ainsi parce que l'enseignement est une pratique complexe».

• «Une fois dans les classes je voudrais que vous puissiez montrer que vous n'êtes pas des enseignants et des enseignantes qui enseignent simplement, mais qui font apprendre des contenus aux enfants. Des contenus qui ont un sens pour leur vie et pour leur avenir».

• «Cultivez en vous l'amour des enfants et faites en sorte que l'école soit un cadre d'épanouissement pour eux mais aussi, pour vous. C'est quand on aime qu'on peut donner le meilleur de soi-même».



**Pr Jean Couldiaty**, parrain de la cérémonie

• «Il n'est pas chose aisée d'être un parrain, car c'est une lourde responsabilité que d'aider l'autre à se construire professionnellement, dans un secteur où la vocation est de plus en plus rare. Mais, en tant qu'enseignant de formation, il était difficile pour moi, de me dérober. La propension à se mettre au service des autres est inhérente à notre métier».

• «C'est par l'éducation que l'on peut changer les comportements».

• «En vous engageant pour l'éducation au développement durable, vous vous engagez à faire apprendre à vos futurs élèves :

- A respecter, reconnaître la valeur et les richesses provenant du passé, tout en les préservant ;

- A apprécier les merveilles de la Terre et de tous les peuples ;

- A vivre dans un monde où chacun a de quoi se nourrir pour une vie saine et productive ;

- A évaluer, entretenir et améliorer l'état de notre planète ;

- A construire et apprécier un monde meilleur, plus sécurisant, plus équitable ;

- A être des citoyens concernés et responsables, exerçant leurs droits et responsabilités à tous les niveaux : local, national et global».

• «Préparer les élèves à la vie suppose de votre part, une connaissance du milieu dans lequel se déploie l'action pédagogique. Aucune action de développement n'est envisageable si la communauté elle-même n'est pas impliquée au processus. Il vous reviendra de travailler à connaître suffisamment le contexte social, économique et culturel dans lequel vous serez appelés à exercer».

• «Il vous reviendra surtout d'être des enseignants exemplaires ; ceux-là qui aiment leurs élèves, qui se soucient de leur devenir et qui les accompagnent dans leur développement sans discrimination aucune».

• «Soyez des enseignants qui refusent la paresse, la facilité et la routine. Malgré les difficiles conditions de vie et de travail auxquelles vous pourriez être confrontés, ayez à l'esprit la noblesse de votre métier. Comme l'a dit Saint Augustin : «il vaut mieux suivre le bon chemin en boitant que le mauvais d'un pas ferme».

• «Soyez les artisans de la construction d'un Burkina nouveau, où règneront à jamais, le respect de la chose publique, la tolérance intellectuelle, le sens de la dignité et les valeurs du travail. Persuadez-vous que l'avenir de la nation est entre vos mains».

• «Sachez qu'il n'y a de vent favorable que pour qui connaît son port d'attache».





Les douaniers de la Kompienga ont été appuyés par leurs collègues du Gourma, de la Tapoa et de la Gnagna avec, à leur tête, la directrice régionale Dabiré Pulchérie/Somda. En plus des populations de la Kompienga sorties massivement, la journée de reboisement de la douane a reçu l'accompagnement des autorités administratives et coutumières locales amenées par le gouverneur de la région Bertin Somda et le ministre Jean Couldiaty.



## Quand les douaniers reboisent... c'est plus que jeter des plants en terre !

**Auparavant était le sport mais, après le tournoi, l'action tombe dans les oubliettes. Pour poser une action qui s'inscrit dans la durée, les douaniers ont pensé cette année à planter des arbres. Une journée de distribution et de plantation de plants. Voilà une action qui interpellera aussi longtemps que possible la conscience des populations sur le rôle de la douane dans le développement local. En l'occurrence, le samedi 4 août, les douaniers de Nadiagou ont convié les populations de Nadiagou et Pama à une journée de reboisement qui, assurément, restera gravée dans leur mémoire individuelle et collective. Les douaniers vont même plus loin : pour inscrire l'action dans la durée, ils ont acheté du grillage pour protéger les jeunes plants et engagé un gardien, pour un an, pour la surveillance et l'arrosage en temps de sécheresse. Les douaniers ont planté responsable, en supportant le coût de la durabilité.**

PAR G-M. BOLOUVI

**Q**uand les douaniers reboisent, ils ne se contentent pas de nourrir la terre et le cadre de vie. Le samedi 4 août, les douaniers ont donné une sève nouvelle à leurs relations avec les populations de la Kompienga. Les plants mis en terre au «Bosquet du Cinquantenaire» de Pama sont le vœu de plus d'ombre reposante, de plus de fruits nourrissant, de plus de paix, de proximité et de communion dans les relations entre l'institution douanière et les populations. Ils ont montré qu'avant la fonction, il y a l'homme. Telle est la leçon à retenir de cette journée de reboisement initiée par le bureau des douanes de Nadiagou. Au-delà de nourrir le «Bosquet» du Cinquantenaire, les douaniers ont ensemencé un autre bosquet ; celui de la fraternité entre des individus que la mission dans la société ne doit pas opposer. Dès la fin de l'hivernage, il sera bien difficile, par exemple, de montrer que les plants mis en terre dans le «Bosquet du Cinquantenaire» ont poussé différemment selon qu'ils ont été plantés par un douanier, par la DR de la douane de l'Est, par le maire de Pama, de Kompienga ou de Madjari, par sa majesté Fimba, par le ministre Jean Couldiaty ou par l'anonyme paysanne d'un village de la province de la Kompienga.

Ainsi, le reboisement entrepris par la douane de Nadiagou, n'est pas simple suivisme de la saison 2012 de reforestation engagée par les autorités du pays. Cette initiative de reboisement sort du lot parce que les plants mis en terre ce matin du 4 août, ne l'ont pas été dans le bureau du chef de la douane de Nadiagou mais, en campagne, dans le «Bosquet du Cinquantenaire» à Pama et, dans des cours d'écoles, ainsi que dans la cour de la Dpeba et dans des habitations à Pama et Nadiagou. Ces plants sont porteurs de vertus particulières. Ils donnent à la douane, l'image d'une administration soucieuse de la préservation de la nature pour les générations futures et du bien être des populations. Ils ont le don de rapprocher les populations de la Kompienga et la douane, pour que plus jamais, le drame survenu le 10 décembre 2011, ne se reproduise. Au-delà, ces plants ont la vertu de rassembler les populations et les différentes couches socioprofessionnelles de la Kompienga autour du souci commun du Burkina, qu'il importe sa mission dans la société, de préserver son cadre de vie.

Les douaniers de Nadiagou ont également le mérite d'avoir planifié cette journée de reboisement avec professionnalisme. Ils ont planté et fait planter utile et dans la diversité. Les plants ont

été répartis suivant leur site d'accueil, le «Bosquet du Cinquantenaire», le verger communal, les écoles ou le milieu familial. Ainsi, le «Bosquet du Cinquantenaire» de Pama, situé entre Pama et Nadiagou, a reçu essentiellement des espèces sauvages : environ 2 650 plants dont 750 pieds en promesse, de teck, eucalyptus, épineux, acacia Sénégal, tamarin, moringa et baobab. La commune de Pama a été dotée d'un verger public d'arbres fruitiers de diverses variétés. Environ 200 pieds de manguiers, toute espèce confondue. Une indisponibilité en quantité suffisante de plants a fait que, ce 4 août, seules 10 écoles primaires publiques sur les 22 de la commune, ont reçu des arbres fruitiers, à raison chacune de 10 pieds, soit un total de 100 plants. Une livraison complémentaire de 200 pieds a suivi pour satisfaire toutes les écoles, afin de ne pas faire de jalouses. Enfin, les douaniers ont réservé 200 pieds d'arbres fruitiers, à raison d'un ou 2 pieds par personne, pour une plantation autour des habitations. Les familles paysannes ont été privilégiées et, les douaniers ont poussé le professionnalisme jusqu'à leur recommander l'assistance technique d'agents des Eaux et forêt en plus des démonstrations effectuées sur place au «Bosquet du Cinquantenaire». Vu l'affluence de la population, il est certain que tout le monde n'a pu être servi mais, comme le dit Souleymane Tou, chef du bureau de douane de Nadiagou, «ce n'est qu'un début». L'objectif en effet reste constant : «inciter les gens à plus de responsabilité individuelle face à l'environnement».

### Un budget total de 6 millions pour planter responsable

Depuis le temps, qu'ici et là, on reboise au Burkina avec force médiatisation, le pays ne devait plus

avoir de place pour d'autres campagnes de plantation massive. La pratique est entrée dans les moeurs mais, les succès sont très mitigés. Parce qu'un peu partout, l'habitude est devenue un folklore, on plante l'arbre sans se poser la pertinente question de son entretien, de sa survie. Presque partout, une fois rentrées les caméras et volatilisés les discours, on s'est dit que la communauté prendra soin des arbres car c'est elle qui en bénéficiera. La réalité se pose en contradiction et il faut, chaque hivernage recommencer. Les douaniers ont choisi d'assurer, se rappelant cet adage burkinabé qui avertit : «si un cheval a plusieurs palefreniers, il aura soif, sinon il mourra de soif». Les douaniers ont choisi de planter responsable en y mettant le coût : acheter les plants, organiser leur mise en terre mais, également prendre les dispositions pour leur protection et suivi. Au-delà du folklore du 4 août au «Bosquet du Cinquantenaire» et dans les cours d'écoles, il y a le coût du suivi. Un coût global estimé à environ six millions de francs CFA. C'est en cela que l'opération de reboisement initiée par le bureau de douane de Nadiagou est particulière. «Ce montant s'explique» avoue Souleymane Tou, «par le fait que nous voulons innover. Nous voulons quitter le reboisement classique qui consiste à venir mettre les plants en terre et s'en aller. Nous avons instauré un nouveau concept de taux de succès de 90% au moins. Ce qui nous impose un suivi du projet durant la première année. Ainsi, nous prévoyons de nettoyer les aires reboisées et, aussi, durant la première année, de protéger les plants de la menace des animaux par du fil de fer barbelé et du grillage». Focalisé sur la gestion durable, le chef de la douane de Nadiagou accepte la dépense : «le besoin de financement est énorme mais, à l'avantage que nous pouvons conserver les mêmes outils pour la protection d'autres arbres dans le futur». Le 4 août dernier, les douaniers ont assurément planté responsable. Revenant sur l'initiative, Souleymane Tou déclare, modeste : «nous avons juste voulu faire œuvre utile pour la localité, en dehors de la collecte des recettes douanières. A travers cette initiative, nous avons voulu aussi donner une autre image de notre administration et surtout du bureau des douanes dans la localité. Non pas que notre image soit ternie par un acte quelconque, non ! La motivation est de rapprocher les



Souleymane Tou

*populations de l'administration douanière et, partant, la rapprocher de toutes les administrations. Comme vous l'avez constaté toutes les structures déconcentrées et décentralisées étaient présentes». Le choix d'intervenir dans le domaine particulier de l'environnement a aussi une justification : «rompre avec une certaine idée, celle de rassembler les gens pour le sport, surtout le foot, tout en sachant que juste après le match ou quelques jours plus tard, les gens oublient. En revanche, avec une action de préservation et aménagement de l'environnement, on brise la gomme du temps. Avec le temps les arbres deviennent plus imposants et interpellent même les gens qui n'étaient pas là le jour du reboisement». Et Souleymane Tou cite l'écrivain François Victor Hugo : «celui qui a planté un arbre doit s'estimer heureux car même s'il meurt, il n'aura pas vécu inutilement". Les douaniers de Nadiagou appuyés par leurs collègues du Gourma, de la Tapoa et de la Gnagna qui ont fait le déplacement avec la Directrice régionale Dabiré Pulchérie/Somda ont, devant les populations de la Kompienga et leurs autorités administratives et coutumières amenés par le Gouverneur de la région Bertin Somda et le ministre Jean Couldiaty, laissé une empreinte indélébile dans la Kompienga. Pour le chef du bureau des douanes de Nadiagou, cette journée de reboisement a été d'autant plus utile qu'elle a vocation de «rapprocher davantage les gens de l'administration douanière». Selon lui, elle a permis de «les sensibiliser sur le rôle de la douane dans l'économie d'une nation et, le devoir et les obligations du citoyen». Agir sur l'environnement pour laisser un message à l'homme. En termes de portée de cette initiative, Souleymane Tou confie : «un homme pris seul, bien sensibilisé et, surtout s'il a compris, vaut mieux que mille personnes réunies pour une sensibilisation car, beaucoup repartent sans rien comprendre même s'ils prétendent avoir tout compris». Et le succès de la journée de reboisement lui donne l'illustration : «vu la mobilisation, je puis vous rassurer que l'impact recherché est atteint. Je crois qu'il y a eu un déclenchement». La glace a été brisée et les populations ont adopté un nouveau comportement : «beaucoup viennent nous poser des questions sur pas mal de domaines ; comme la réglementation de l'importation des pesticides, l'importation de tel ou tel produit...» Conclusion : «En plus de susciter un autre comportement vis-à-vis de l'environnement : le respecter, le protéger et le conserver», la journée a permis l'ensemencement d'un pacte de proximité entre la douane et les populations de la Kompienga.*

Du coup, la facture de l'opération est digérable car, l'option de reboiser responsable à un coût. Acheter trois milliers de plants, organiser leur mise en terre et le suivi de leur croissance, c'est pas rien. Souleymane Tou convient : «le coût est un peu salé. Du début jusqu'à la fin, ça nous a coûté environ 3 500 000 francs et, ce n'est pas tout, parce que nous continuons de payer. Effectivement, le suivi implique des frais pour le gardiennage du site, l'arrosage et la réalisation d'une clôture avec des rouleaux de fil de fer. Il faut y ajouter l'entretien du verger à clôturer également et pour lequel il faudra aussi un gardien». Facture salée, mais les douaniers devront en tirer la fierté d'un investissement durable : «la commune pourra aménager le parc comme celui de Ouaga ; les gens viendront s'y reposer, respirer de l'air pur et contempler la nature ; les générations futures pourront y apporter leur part d'initiatives pour que le site demeure et prospère dans l'intérêt de tous»

## COMMUNION AVEC LA DOUANE AU «BOSQUET DU CINQUANTENAIRE» DE PAMA

Sa majesté Fimba Onadia, roi du Kankangou

### Un bel avenir

«Je souhaite qu'avec cette journée de plantation d'arbres, notre «Bosquet du Cinquantenaire» devienne une forêt vierge dans les 10 ans à venir. Je remercie beaucoup le chef de la douane de Nadiagou



pour cette initiative. Il m'a dit que ces arbres seront protégés et entretenus. Il va les faire entourer et y mettre un gardien et trouver quelqu'un pour les arroser pendant la saison sèche. Il ne se contente donc pas seulement de faire planter, il va prendre les dispositions pour faire entretenir et, nous ne pouvions demander mieux. Nous lui souhaitons beaucoup de santé et de bonheur, afin que nous puissions nous retrouver ici un jour pour admirer les fruits de cette plantation. En 2010 déjà, mes anciens élèves de Diapaga (le chef est un professeur à la retraite depuis 1993, Ndlr) sont venus planter près de 800 arbres et nous avons mis du grillage contre les animaux et les gens mal intentionnés. Je crois qu'avec l'implication et le dévouement des autorités ce bosquet a un bel avenir»

Paul Gdiguemdé, Directeur régional de l'Environnement et du développement durable

### Connaitre la douane et ce qu'elle fait

«Cette action de la douane est très salutaire, dans la mesure où toute initiative pour la protection de l'environnement est une œuvre transversale. Quel que soit le secteur d'activité, nous invitons toutes les structures à soutenir notre ministère, parce que la protection de l'environnement est l'affaire de tous. Cet exercice n'est pas le menu quotidien chez les douaniers mais, je crois que cela est devenu une coutume que, chaque année, les autres corps militaires et paramilitaires se joignent à celui des Eaux et forêts pour faire du reboisement. D'autre part, c'est l'occasion pour la douane de montrer aux populations qu'elle n'est pas là uniquement



pour faire des recettes. Non seulement cette initiative témoigne aux populations que la douane peut faire autre chose mais encore, elle contribue à mieux faire connaître la douane et ce qu'elle fait. Si les gens considèrent que les recettes, c'est pour l'Etat, avec cette action de protection de l'environnement, la douane montre qu'elle est également présente dans les autres secteurs du développement du pays. Les douaniers et les agents des Eaux et forêts sont très craints et, à tort. Je crois que la population n'a pas de raison de nous craindre. Si elle nous craint, c'est que, quelque part, nous l'empêchons de mener un certain nombre d'actions illégales, alors que l'illégalité n'arrange personne. Nous disons que si quelque chose doit être fait, c'est de le faire en toute légalité, en pensant à la gestion durable. Cette journée de reboisement est une manière, pour la douane, de dire aux populations qu'elle est là pour elles et que c'est en travaillant, la main dans la main, que nous parviendrons au développement du pays»

Souleymane Tou, Inspecteur divisionnaire des douanes, chef du bureau des douanes de Nadiagou

### Sceller un lien indestructible entre la douane et les populations



«Merci à monsieur le ministre de l'Environnement et du développement durable d'avoir parrainé cette activité ; merci aux autorités déconcentrées et décentralisées de la province de la Kompienga, à sa Majesté Fimba et à tous ceux qui ont contribué officiellement ou officieusement à la réalisation de ce projet. Seul Dieu les récompensera à la hauteur de leur soutien. L'enfant est né, il n'appartient plus à la douane. Il appartient à toute la communauté d'aujourd'hui et de demain. Ensemble, faisons en sorte qu'il ne périsse pas. Nous avons rêvé et nous avons réussi. Seul ceux qui rêvent, osent et ceux qui osent, réussissent. La plantation que nous venons de réaliser doit sceller aussi ce lien indestructible entre la douane et les populations, partant, entre les administrations locales et les administrés de la province. Elle doit nous rappeler ce tandem que, sans administration, il n'y a point d'administrés, point de paix et, sans administrés, il n'y a point d'administration. Nous devrions œuvrer ensemble, comme ce jour, afin de construire ce pays qui est le véritable trésor qui nous reste, nous restera et, que nous léguerons à nos enfants. Ainsi, après notre mort, nous n'allons pas regretter notre passage sur terre. Comme l'a si bien dit l'écrivain français Victor Hugo : «celui qui a planté un arbre doit s'estimer heureux car, même s'il meurt, il n'aurait pas vécu inutilement». Un vieux sage gouin, assis dans son verger, nous a dit un jour : «quand vous serez grand, songez à planter des arbres fruitiers. Si vous le faites, à votre mort, vous irez au paradis. Volez-vous, même mort, vous allez continuer à nourrir des gens, des êtres vivants». Nous savons, tous, ce que vaut l'environnement dans la vie sur terre : c'est un trésor. Et l'arbre est un élément essentiel, capital de ce trésor. Protégeons-la, conservons-la et respectons-la. Par conséquent, je lance cet appel à la province de la Kompienga : «vous avez encore la chance car, il y a toujours beaucoup d'arbres mais, si vous ne vous levez pas pour les protéger, demain, vous ou vos enfants dépenserez plus de ressources pour reboiser ce trésor perdu». J'invite la population à faire en sorte que les arbres plantés ou distribués ce jour, réussissent. Mettons tout notre amour sur eux et ils vont réussir»

Odile Ouédraogo/Hien, Directrice régionale de l'Enseignement de base et de l'alphabétisation

### Un geste à apprécier

«Nous sommes venus accompagner le geste louable du bureau des douanes de Nadiagou. C'est vraiment un geste à apprécier : «planter utile dans une école». Ils ont pensé aux écoles, nous sommes bénéficiaires et nous saluons ce geste. Venant de la part de quelqu'un qui apporte de l'importance à l'éducation dans son lieu de travail (parce qu'il faut souligner que le chef de la douane de Nadiagou n'est pas de la région de l'Est) et qui donne des arbres fruitiers aux écoles ; il faut reconnaître que c'est quelque chose qui lui tient à cœur. Il a matérialisé cela aujourd'hui. C'est notre devoir de le remercier et de l'encourager à faire de même dans d'autres écoles»



La Dreba (à genoux) et la DR Douanes plantant un arbre sur conseil du gouverneur.

**Pr. Jean Coudiaty**, ministre de l'Environnement et du Développement durable, parrain de la cérémonie

**“La douane, ce n'est pas seulement la saisie”**



(De gauche à droite : la Dreba Odile Ouédraogo/Hien, le Pr Jean Coudiaty et la DR Douanes Puchérie Dabiré/Somda

«Le chef du poste de douane de Nadiagou m'a invité pour venir parrainer cette cérémonie de plantation d'arbre mais, aussi, de dons de matériel à des associations de l'Afaudeb. Je suis donc venu pour les soutenir. Egalement, dans le cadre d'une campagne que je mène dans la plupart des régions, j'aide les différents maires à entreprendre des actions de reforestation dans leur commune, en les soutenant avec une somme de 100 000 F Cfa et 1 000 plants, tout comme les institutions du public à Ouaga ont contribué à la reforestation. En matière d'entretien de ces plants, nous avons lancé l'initiative «*plantation responsable*», pour dire qu'il suffit de planter autant de plants qu'on peut entretenir. Il n'est pas utile de planter des milliers et des milliers d'arbres qu'on va laisser comme nourriture pour les animaux ou livrer à la sécheresse. Et, je crois que c'est pour cela qu'ils ont planté ici, doublement responsable, en choisissant des arbres fruitiers et des plants qui donnent des produits forestiers non ligneux comme le baobab.

Aujourd'hui, la douane que l'on connaît plus pour les saisies, à décider de donner. C'est une sorte de communion : permettre d'abord à la population de savoir ce que c'est que la douane. A savoir que la douane, ce n'est pas seulement la saisie, c'est autre chose, c'est protéger nos frontières. Ce sont des forces de défenses aussi, des gens qui participent à l'écocitoyenneté, à la construction de notre pays. Nous sommes un pays enclavé et, c'est la douane qui contribue, au mieux, à l'alimentation des caisses publiques, de façon à ce que, vous comme moi, nous puissions être payés à la fin de chaque mois, mais aussi, pour qu'il y ait des investissements, le bitume, les immeubles, la voirie, l'assainissement... bref, la démocratie. C'est pour cela que j'apprécie, qu'au-delà de leur activité traditionnelle, ils s'adonnent au reboisement.

Cette journée de reboisement à Pama et Nadiagou est hautement significative parce qu'elle est d'abord l'initiative d'une structure qui n'appartient pas au ministère de l'Environnement et, ensuite, l'opération de plantation d'arbres a été associée à un don de matériel aux populations, pour donner une valeur ajoutée aux produits forestiers non ligneux (baobab, ruches pour les apiculteurs, matériel pour fabriquer du beurre de karité).

Après Nadiagou et Pama, le ministre était attendu à Tambaga et Diapaga, des localités durement sevrées par la pluviométrie et où Jean Coudiaty comptait assister les populations avec 16 tonnes de vivres pour les nécessiteux et, un soutien d'une tonne de sucre pour soutenir le jeûne des parents musulmans et, enfin, 5 tonnes d'aliments pour bétail qui n'est pas un luxe dans cette zone où les conflits entre bergers et sédentaires sont courants. Après l'Est, l'agenda du ministre indiquait un cap vers l'Ouest et la région des Cascades.

**Belaor Jonas Média**, assistant de douane, chef du poste de douane de Pognoa

**Nous avons besoin de bonnes relations avec la population pour travailler efficacement**

Il n'est pas habituel de voir une telle ambiance entre la population et les douaniers mais, je dirai que c'est maintenant tout à fait normal avec les changements qui se sont opérés. La douane n'est plus là uniquement pour poursuivre la fraude. Dans un premier temps, la douane doit cultiver le social ; être à la fois le douanier, l'agent des Eaux et forêts, le policier, le gendarme... La douane d'aujourd'hui n'est pas comme celle d'autan. Cette opération de reboisement entre dans le cadre des relations que nous devons renouer avec la population. Au-delà du bosquet, nous allons planter des arbres dans les concessions. Chaque manguiers, chaque arbre fruitier que nous plantons, représente un trésor inoubliable pour la population de Pama et du Burkina, en ce sens que pour un arbre planté, il faut voir le fruit, l'ombre et le bois. Je crois qu'en initiant cette plantation d'arbres, la douane donne le top départ pour que la population change de comportement : laisser la fraude et s'engager dans des activités qui portent des fruits sans faire du tort à personne.

Dans le même esprit, au niveau de Pognoa, nous avons initié des journées portes-ouvertes pour plus de proximité avec la population et les opérateurs économiques et nous avons reçu l'appui de madame Dabiré Pulchérie la directrice régionale. Nous avons besoin de la population et, vice versa. Par exemple, Pognoa se trouve à 17 Km de Nadiagou, à cheval entre deux villes frontaliers, le Togo et le Bénin et, nous avons besoin de bonnes relations avec la population pour travailler efficacement.



## FOCUS SUR...

**Aboubacar Sidiki Konaté**, Inspecteur des douanes, chef du bureau des douanes de Kantchari

**“Nous apportons notre touche aux activités de développement”**

«Je suis venu assister nos collègues qui ont décidé d'initier une plantation d'arbres dans le «Bosquet du Cinquantenaire» de Pama. C'est la preuve que la douane n'est pas là uniquement pour suivre la fraude. En tant que membre de l'administration, nous apportons notre concours, notre touche, aux activités de développement, aussi bien au niveau local que national. Cette expérience va nous servir de tremplin pour initier d'autres activités»



**Aimé Onadia**, maire de Pama

**“Une initiative pour être plus proche des populations”**

«J'éprouve de la joie et de la fierté ce matin car, cette journée de reboisement dénote la bonne collaboration entre les services techniques déconcentrés et nous, les élus locaux. C'est l'occasion pour nous de remercier la douane qui a eu cette initiative pour être plus proche des populations afin que nous puissions comprendre sa mission. Voyez l'ambiance ! Depuis la directrice régionale de la douane de l'Est jusqu'aux agents de terrain dans la Tapoa, tous sont présents pour nous soutenir. Avec le frottement, il y a le dialogue et nous apprenons à nous connaître et à mieux nous accepter. La douane m'a agréablement surpris quand elle m'a contacté pour me dire qu'elle mettait plus de 2 000 plants à notre disposition et prenait en charge tous les frais de l'organisation.



Le maire de Pama (à droite) en compagnie du DR Environnement et développement durable

Le ministre en charge de l'Environnement nous a également appuyé avec 1 000 plants et je dois dire que nous sommes satisfaits. Ce site le «Bosquet du Cinquantenaire» ne souffre d'aucun problème foncier car, il a été identifié depuis plus de 20 ans. Nous n'avions pas pu le reboiser, à l'époque, comme nous le souhaitions mais, avec la décentralisation tout devient possible. Ainsi, son reboisement a véritablement commencé à l'occasion de la célébration du Cinquantenaire de l'Indépendance. L'année passée, des anciens élèves du lycée Ountaani de Diapaga sont venus y planter des arbres pour honorer le chef Fimba, roi du Kankangou qui fut le premier directeur de cet établissement lorsqu'il était encore un tronc commun»



**Oussena Tankoano**, enseignante détachée à la Dpeba (Pama)

**“Sur ce site, on ne s'évite pas”**

«Je suis venue ce matin répondre à l'invitation du personnel de la douane qui nous a offert des plants pour notre «Bosquet du Cinquantenaire». Je suis de l'enseignement de base mais, nous collaborons avec la douane qui fait beaucoup pour l'éducation. Particulièrement cette année, elle a primé les meilleurs élèves du primaire lors de la journée de l'excellence.

Je remercie la douane pour ses efforts. Ces actions la rapprochent de la population. Ce matin par exemple, nous nous cotoyons sur ce site dans une bonne ambiance. D'habitude, la population voit les douaniers comme des gens à éviter mais, aujourd'hui, sur ce site, on ne s'évite pas»

**Bertrand Toé**, Commissaire de police, Directeur de la police nationale de la province de la Kompienga

**“Communiquer et nous accepter mutuellement”**

«Le Burkina Faso a besoin de telles initiatives pour régénérer le couvert végétal du pays. C'est pour cela que nous sommes là ce matin pour apporter notre soutien au chef de bureau de la douane de Nadiagou. C'est une nouvelle preuve que, quel que soit le corps, douane, police, gendarmerie ou toute autre catégorie des forces de l'ordre, nous intervenons également dans le domaine de la protection de l'environnement. Je crois que de telles initiatives sont louables et à développer. Cela permet surtout un rapprochement de la population et de la douane au regard des incidents survenus l'an passé et malheureusement endeuillé par le décès d'un agent de la douane. Des initiatives de cette nature permettent un brassage, un frottement entre les forces militaires, paramilitaires et la population et, doit nous amener à communiquer et nous accepter mutuellement»





**AFAUDEB** Association Faune et Développement au Burkina  
Récépissé n°: 2008-0328/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC  
BP: 155 Fada N'Gourma Tél.: (+226) 40 77 10 11 Burkina Faso Email: afaudeb@yahoo.fr

## Afaudeb fait don d'un matériel d'une valeur de plus de 2 millions et demi



Thiombiano Lankoadia

Parallèlement à la journée de reboisement organisée par le bureau des douanes de Nadiagou, le «Bosquet de l'intégration» de Pama a également offert son cadre à l'Association faune et développement au Burkina (Afaudeb) pour une remise de matériel à des groupements et unions de producteurs de sa zone d'intervention, à savoir, les villages et localités riverains du complexe d'aires protégées de la région de l'Est et notamment dans la zone de la Kompienga. Afaudeb, faut-il le rappeler, œuvre pour la conservation des ressources naturelles et cela passe, entre autres, par l'accroissement des revenus des populations. La cérémonie de remise de matériels de production est une des actions que Afaudeb inscrit dans sa stratégie de renforcement des capacités de sa population cible afin de lui permettre de conduire des activités génératrices de revenus dans des domaines autres que celui de la destruction de la faune et de l'environnement. Cette action participe concrètement à la gestion efficiente des Zovic (zone villageoise d'intérêt cynégétique) et des ressources naturelles en générale et la diversité du matériel, objet de la cérémonie du 24 août dernier, répondait à la réalité du terrain qui veut que la communauté cible de l'Afaudeb est une entité composite où les groupes ont des intérêts différents, des centres d'intérêts différents.

C'est ainsi que le matériel que «nous leur offrons» a indiqué Thiombiano Lankoadia, secrétaire général de l'Afaudeb et chef de l'antenne de Pama «se compose de ruches pour les groupements d'apiculteurs, de matériel de fabrication d'huile de balanites et de beurre de karité, des pousse-pousse et des fûts, des bassines et des seaux, des marmites, des foyers améliorés et des torréfacteurs et, également des panneaux indicatifs et de sensibilisation sur la protection et les dangers de l'environnement». Ce lot de matériel a été distribué à 7 groupements d'une moyenne de 30 membres chacun. «Nous aurions pu effectuer cette remise en un autre lieu et autre date» faisait observer le chef de l'antenne Afaudeb de Pama mais, «quoi de plus normal que de respecter la relation naturelle qui existe entre, d'une part, planter des arbres, ce qui est une œuvre de protection de l'environnement et, la mise à disposition de matériel au profit de personnes dont la première source de revenus est l'exploitation des ressources naturelles et donc de l'environnement». L'objectif de l'Afaudeb rappelait-il «étant de veiller à la protection de l'environnement, notamment dans une gestion participative, il convenait de coupler l'activité de la douane à la notre, les deux activités relevant du domaine de l'environnement et du développement durable. Cette action conjuguée, entre la population et la douane, permet une communion pour plus de compréhension et d'harmonie dans le travail des uns et les activités des autres».



En présence du ministre de l'Environnement (en casquette à droite), le coordonnateur de Afaudeb, Alexis Kaboré (au centre) présente le matériel aux productrices.



Liste du matériel distribué

Désignations	Nombre	coût total
Ruches	60	1.650.000
Torréfacteur	7	192.500
Cuvette	4	29.000
Seau	7	10.500
Fut en plastique	7	78.750
Pousse pousse à eau	2	110.000
Honoraire formateur	1	178.700
Restauration	1	144.000
Matière première	1	37.500
Matériel didactique	1	11.250
Foyer amélioré	2	94.000
Unité	1	3.000
Pile	1	1.500
Marmite n°20	2	52.000
<b>Total</b>		<b>2.593.300</b>



Les responsables de Afaudeb présentent un panneau au gouverneur Bertin Somda.

### JEUNES ET ÉLECTIONS

PAR NAKO HAMADO (STAGIAIRE)

## Les jeunes vont surprendre

Selon Dayamba Talara, secrétaire général du conseil régional de la jeunesse de l'Est, «il y a une mobilisation des jeunes pour une participation responsable aux futures élections et je dois vous dire que pour contourner la lenteur des opérations à l'époque, certains se sont déplacés d'un secteur à un autre, juste pour se faire enrôler. Nous sommes dans les organisations de la société civile et des mouvements associatifs composés essentiellement de jeunes ont sensibilisé les gens pour l'enrôlement, surtout que cette affaire d'opération biométrique n'a pas été facile dans notre région qui a servi de cobaye. La population jeune au niveau de la région est de l'ordre de 68% et est constituée de jeunes diplômés chômeurs. Cette condition favorise un éveil de conscience. Les jeunes veulent davantage participer à la gestion de la chose publique. Les choses vont bouger parce que la jeunesse ne se contentera plus des appels à aller voter ; nous voulons des jeunes sur les listes électorales. Les jeunes veulent désormais leur place au niveau des conseils municipaux, pour traiter eux-mêmes leurs préoccupations. Les partis politiques ont intérêt à nous ouvrir les portes. Ceux qui sont dans la politique depuis des années, savent bien au fond d'eux, que la fatigue commence à se faire sentir et qu'il faut une relève. Nous avions déjà des jeunes

dans des conseils municipaux, mais vu la proportion, «ce n'était pas arrivé». Il nous faut un nombre qui soit représentatif comme disent les statisticiens. Les femmes sont 52% dans ce pays et si elles demandent 30%, c'est peut être bien pour elles. Si nous, nous devons un jour demander un quota ce sera en fonction exacte du pourcentage de la proportion jeune. Mais il ne suffit pas de revendiquer, si les jeunes veulent véritablement le respect, il faut qu'ils commencent par assumer leur de majorité en entrant effectivement dans la vie active à partir de 18 ans, bousculer les choses pour contribuer au développement de la région, apporter leur pierre à la construction de la patrie. Dayamba Talara observe avec satisfaction que «avec la vague de bruit qu'il y a eu en 2011, ils ont inséré des jeunes car, ils ont compris que s'ils ne le font pas, une très grande partie de jeunes vont déserter les formations politiques». Personnellement, il confie «depuis plus de trois ans, il y a des gens qui tentent de me convaincre que je dois m'impliquer afin qu'ils puissent de se reposer». C'est sûr, affirme-t-il, «les jeunes ont maintenant compris que la chose politique est pour tout le monde. La donne a changé». Il révèle «je connais quelqu'un qui a été interpellé par le maire parce qu'il se disait qu'il se prépare pour les municipales». Pour Dayamba Talara, les jeunes vont surprendre par leur prise de responsabilité.



### FORMATION DE FORMATEURS DE L'INSTITUTION RÉGIONAL D'ADMINISTRATION

PAR DIANOU YEMPABOU  
(STAGIAIRE)

## Sortir du cadre traditionnel de formation

Durant 5 jours, du 24 au 28 septembre dernier, les formateurs de l'Institut régional d'administration (Ira) de l'Est ont bénéficié d'une session de formation rendue possible avec un appui technique et financier du programme (allemand) décentralisation développement communal (PDDC/GIZ). A l'introduction de la session, le conseiller technique Ouédraogo Rémi a indiqué que l'engagement du PDDC à appuyer le processus de décentralisation au niveau gouvernemental, «est soutenu, entre autres éléments, par l'accompagnement pour développer un certain nombre d'outils et d'approches et élaborer principalement des stratégies dont le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation». Selon lui, «la porte d'entrée pour opérationnaliser ces stratégies est l'école nationale d'administration et de magistrature (Enam) qui est également le maître d'ouvrage de la mise en œuvre de cette stratégie avec le MATDS». Concernant la session de formation des formateurs de l'Ira de l'Est, il a exprimé le souci pour sa structure de «sortir du cadre traditionnel de formation, de renforcement des capacités, où n'importe qui s'improvise comme formateur sur le terrain sans avoir bénéficié du minimum d'encadrement pédagogique attendu d'un formateur». A sa suite, Zio Serge, le directeur de l'Ira de Fada, bénéficiaire de cette session de 5 jours se dira «satisfait de la démarche en ce qu'elle répond au souci de rapprocher la formation des administrés et surtout impulser le développement local de façon pérenne». La conviction du directeur de l'Ira de l'Est étant que «cette formation se départira des formations classiques qui consistent à dispenser des cours, pour plutôt, aller dans le sens d'une formation pragmatique qui donne plus de capacités à nos élèves afin qu'ils soient automatiquement opérationnels sur le terrain». S'appropriant cette démarche de formation pour le renforcement des capacités, Zio Serge relèvera qu'il s'agit d'être «attentif au besoin de nos collectivités et, cela passe naturellement par la formation des responsables des activités au niveau des collectivités territoriales».

Le contenu de la formation devait permettre aux formateurs en formation de savoir comment : définir le contenu d'une formation ; choisir les méthodes, techniques et aides pédagogiques appropriées pour la formation d'adultes ; démarrer et animer une formation d'adulte ; impliquer les stagiaires à la formation. La formation a été assurée par deux experts bien connus du milieu, en l'occurrence Zacharie Ki et Woba Valentin, deux anciens professeurs de l'Enam.

En marge de la session de formation, le PDDC/GIZ a fait don à l'Ira de Fada d'un ordinateur portable avec accessoires et, d'une vidéo multimédia. En clôturant l'atelier, le gouverneur de la région de l'Est, Bertin Somda, a remercié le PDDC et souhaité que cet accompagnement puisse continuer pour que l'Ira forme des agents capables de relever les défis des prestations de services dans les différentes collectivités et administrations au Burkina Faso.

MOT DU GOUVERNEUR À L'OCCASION DE LA RENTRÉE 2012-2013

# «S'investir dans la tâche pour des résultats encore plus éclatants»



«Mesdames et messieurs les acteurs du système éducatif, populations de la région de l'Est, la rentrée scolaire et universitaire 2012-2013 m'offre l'agréable opportunité de m'adresser à vous pour, tout d'abord, vous souhaiter une bonne reprise des cours. C'est avec satisfaction que je note les efforts fournis par tous, parents, enseignants, élèves, partenaires sociaux, responsables du système éducatif de la région, qui ont permis de parvenir à une année scolaire et universitaire 2011-2012 apaisée, condition sine qua non d'un bon déroulement des activités pédagogiques. Je voudrais alors, vous renouveler mes sentiments de satisfaction et de joie pour votre sens élevé du sacrifice et des actions menées par chacun et par tous, afin qu'un climat social empreint de paix et de tolérance soit consolidé. Il est réconfortant de constater que les résultats aux examens scolaires affichent une sensible amélioration, au BEPC et au CEP, par rapport à la session dernière : 61,74% en 2010-2011 contre 63,15% en 2011-2012 au CEP ; 27,07% en 2010-2011 contre 47,88% en 2011-2012 au BEPC ; 28,65% au baccalauréat en 2011-2012. Cependant, une comparaison entre les résultats de la région de l'Est et ceux des autres régions du pays, nous place avant dernier au BEPC et dernier au baccalauréat session 2012. C'est donc le lieu d'exhorter tous les acteurs à se mettre davantage au travail pour améliorer nos performances régionales et, partant, celles du Burkina tout entier car, rien de grand dans une nation, ne se construit sans citoyens éduqués et bien formés. «Il n'y a de richesses que d'hommes» disait un éminent économiste Américain. M'adressant spécifiquement en premier lieu aux enseignants, je vous adresse mes félicitations pour le travail abattu et les résultats scolaires auxquels vous avez conduit nos enfants. Etant en première ligne de ce combat, votre devoir de conduire cette jeunesse vers la prise en charge de ses responsabilités de futur gestionnaire de notre pays, commande des actions fortes dont les fondements devraient être le travail, le dépassement de soi et l'éducation sur nos valeurs séculaires qui, jadis, faisaient de nos sociétés des îlots d'hommes et de femmes imbus du rôle qu'ils avaient à jouer pour le présent et pour les générations montantes. Si certains enseignants ou établissements sont parvenus à des résultats excellents, qui nous donnent des motifs de satisfaction, il est bon de noter que les acteurs que vous êtes, devez continuer de vous investir dans la tâche pour des résultats encore plus éclatants. Il ne fait l'ombre d'aucun doute, que l'éducation est en amont et en aval de tout développement des pays. L'éducation est notre espoir. Investir dans les ressources humaines est donc le seul gage de notre progrès social et économique. Votre mission, aussi délicate soit-elle, est d'une noblesse incomparable. C'est pour cela, que je vous exhorte individuellement et collectivement, à être des exemples bienveillants, obligeants et persuasifs en toutes circonstances pour la jeunesse dont vous avez la charge de l'éducation et de la formation. En second lieu, aux parents d'élèves, votre rôle dans la réussite de la mission d'éducation des enfants n'est plus à démontrer. La famille, cellule de base de l'éducation de nos enfants, n'a pas le droit de faillir à sa mission ; celle de poser les jalons d'une bonne éducation mais, aussi, de soutenir les actions de l'Etat, des enseignants, des partenaires. L'Etat joue sa partition à travers la réalisation d'infrastructures scolaires, le recrutement en quantité et en qualité d'enseignants, la dotation des élèves en manuels et en fournitures scolaires, l'institution des cantines et leur ravitaillement conséquent, la subvention pour assurer le paiement des frais de vacances, etc. Ces efforts méritent d'être soutenus, par vous parents d'élèves, à travers un suivi des enfants. Aussi voudrais-je, vous inviter à davantage d'actions de soutien à l'institution scolaire, à travers les APE, AME et les Coges. Votre appui est donc indispensable dans la réalisation de notre œuvre commune. En troisième lieu, aux premiers responsables chargés de la gestion du système scolaire et des établissements d'enseignement, je voudrais vous appeler à instaurer un partenariat dynamique avec vos administrés. Je rappelle que seul le dialogue et la concertation peuvent être le ferment d'une synergie d'actions, d'une communion, d'une paix sociale durable. Un dialogue et une communication, bien ajustés, peuvent constituer un puissant levier pour des victoires inestimables. En quatrième lieu, à tous les partenaires techniques et financiers de l'éducation, je vous adresse toute ma gratitude pour vos multiples actions sur le terrain, qui ont permis de décupler les possibilités d'accès de toutes les couches sociales de notre région à l'éducation. Je vous invite à continuer vos actions salvatrices, afin de participer à la résorption des difficultés d'équipements, d'acquisition de matériels didactiques et de réalisation d'infrastructures sans lesquelles, l'accès, la pertinence et l'efficacité de notre système éducatif seraient sévèrement mis à mal. En cinquième lieu, à tout le personnel administratif, d'appui et de soutien, votre rôle dans la gestion du système éducatif est aussi primordial que celui de tous les autres maillons de la chaîne. Chacun, en ce qui le concerne, est invité à jouer efficacement sa partition pour une harmonie de tout le système éducatif. Enfin, en sixième et dernier lieu, à vous chers élèves, chers étudiants, il convient d'emblée de vous féliciter pour les efforts consentis et qui ont permis la sauvegarde et la consolidation de la paix sociale. Je souhaite que vous ayez constamment à l'esprit que l'instruction et le savoir qui vous sont dispensés, sont un moyen de votre autonomisation. Un pays sans cadres compétents, sans ressources humaines bien formées, soucieuses du respect de la chose publique, est un pays sans avenir. Alors, j'en appelle à votre sens élevé du civisme, du discernement et de la responsabilité, pour la construction d'un Burkina prospère et émergent, vœu si cher à Son Excellence Monsieur le Président du Faso. Je voudrais enfin, lancer ce cri de cœur à chaque acteur de la chaîne éducative, pour qu'il mette résolument son intelligence, ses compétences et ses forces au service de la construction d'une école d'où sortiront des hommes et des femmes valeureux, qui feront honneur et qui seront la fierté de notre région et de notre pays. Bonne rentrée et bonne année scolaire et universitaire 2012-2013 à toutes et à tous !»

## RENTREE 2012-2013

**1 043 écoles pour 148 671 élèves**

Dans l'ensemble, la rentrée s'est bien effectuée sur l'étendue de la région de l'Est. Afin de vous donner un repère sur la marche du système éducatif en ce début d'année scolaire et universitaire, votre journal se fait un devoir de vous plonger dans les chiffres pour une appréciation du bilan 2011-2012 au niveau de la région de l'Est. Un bilan dont le miroir est le taux des réussites aux examens.

• Pour le CEP : 19 674 candidats présentés au CEP, 12 418 admis, soit un taux de réussite de 63,12%, décomposés en 59,90% pour les filles et 66,20% pour les garçons. Le taux de réussite au niveau national étant de 65,17%.

• Pour l'entrée en 6<sup>e</sup> : 5 716 admis soit 3 256 garçons et 2 400 filles.

N.B. : Ces données ne prennent pas en compte les admis au CEP des 5 départements de mise en oeuvre de la réforme du système éducatif qui sont Bilanga, Matiacoali, Gayeri, Kompienga et Tansarga et dont tous les admis au CEP vont d'office en 6<sup>e</sup>.

**Dispositif d'accueil pour la rentrée 2012-2013 :** la région compte 1 043 écoles, soit 980 du public et 63 du privé. Avec un effectif de 148 671 élèves, soit 76 953 garçons et 71 718 filles sur un effectif national de 2 344 031 élèves, soit 1 225 032 garçons et 1 118 999 filles. En termes de salles de classe, la région compte 3 482 salles dont 631 sont sous abris précaires. Sur les 32 Ceb (circonscription d'éducation de base), 11 sont dans des bâtiments loués. Quant aux 5 Dpeba (direction provinciale), elles sont construites mais ont besoin de réfection afin d'améliorer les conditions de travail et de vie des agents. L'insuffisance en mobilier reste partout réelle dans la région et le besoin est estimé à 10 380 tables bancs. **Au niveau de l'encadrement** la région compte : 112 Instituteurs principaux (IP); 45 Conseillers pédagogiques itinérants (CPI); 29 Inspecteurs de l'Enseignement de 1<sup>er</sup> degré. En conséquence, le ratio encadreur/enseignant est d'un IP pour 31 enseignants au lieu d'un IP pour 6 enseignants. Ce ratio est de 104 pour les CPI et de 128 pour les Inspecteurs. **Ressources financières transférées aux communes** pour l'acquisition des fournitures scolaires et la réalisation et réhabilitation des infrastructures : 12 605 388 700 F transférés aux communes sur l'ensemble du territoire national et pour la région de l'Est (les 5 provinces), la somme de 490 742 200 F pour les fournitures scolaires; 69 480 000 F pour le fonctionnement des écoles; 60 149 627 F pour la réhabilitation des écoles; 88 704 000 F pour la construction d'infrastructures et 342 079 500 F pour la réalisation de classes pour résorption des classes sous paillettes; 93 880 000 F pour la suppression du recrutement biennal par la construction.

**Résultats du CEP par province, candidats libres compris**

PROVINCES	CIRCONSCRIPTIONS	INSCRITS			PRÉSENTS			ADMIS			POURCENTAGES		
		F	G	T	F	G	T	F	G	T	F	G	T
GNAGNA	BILANGA 1	365	460	825	355	436	791	168	270	438	47,32	61,93	55,37
	BILANGA 2	301	288	589	289	288	572	158	179	337	54,67	63,25	58,92
	BOGONDE 1	443	431	874	373	347	720	259	250	509	69,44	72,03	70,69
	BOGONDE 2	383	401	784	348	301	649	270	249	519	77,59	82,72	79,97
	COAILA	312	254	566	288	222	507	241	205	446	84,56	92,34	87,97
	LIPTOUGOU	255	364	619	246	340	586	141	244	385	57,32	71,76	65,70
	MANNI 1	404	298	702	345	245	590	205	171	376	59,42	69,80	63,73
	MANNI 2	246	257	503	224	238	457	116	136	252	51,79	58,87	55,14
	PIELA	752	688	1440	700	625	1325	314	350	664	44,86	56,00	50,11
	THION	213	176	389	189	168	352	113	112	225	59,79	68,71	63,92
<b>Sous Total GNAGNA</b>		<b>3674</b>	<b>3647</b>	<b>7321</b>	<b>3354</b>	<b>3195</b>	<b>6549</b>	<b>1983</b>	<b>2166</b>	<b>4131</b>	<b>59,18</b>	<b>67,79</b>	<b>63,38</b>
GOURMA	DIABO	467	529	996	466	515	979	216	298	534	50,86	57,86	54,35
	DIAPANGOU	271	243	514	266	230	496	176	158	334	66,17	68,70	67,34
	FADA 1	435	424	859	421	415	836	255	300	585	67,70	72,29	69,96
	FADA 2	448	378	821	433	360	798	105	254	359	69,61	70,56	70,05
	FADA 3	466	445	909	455	432	887	279	242	521	61,32	66,02	58,74
	MATIACOALI	212	294	506	211	207	498	115	172	287	54,50	59,93	57,63
	TIBGA	323	328	631	317	317	634	113	155	268	53,65	48,90	42,27
	YAHIA	155	183	340	152	164	316	71	97	168	46,71	59,15	53,36
<b>Sous Total GOURMA</b>		<b>2777</b>	<b>2619</b>	<b>5596</b>	<b>2724</b>	<b>2720</b>	<b>5444</b>	<b>1380</b>	<b>1676</b>	<b>3256</b>	<b>58,00</b>	<b>61,62</b>	<b>59,81</b>
KOMONDJARI	BARTIEBOUGOU	128	129	237	121	110	231	93	83	176	76,86	75,45	76,19
	GAYERI 1	189	123	312	182	115	297	109	71	180	59,89	61,74	60,61
	<b>Sous Total KOMONDJARI</b>	<b>387</b>	<b>322</b>	<b>709</b>	<b>370</b>	<b>291</b>	<b>661</b>	<b>256</b>	<b>211</b>	<b>467</b>	<b>69,19</b>	<b>72,51</b>	<b>70,65</b>
KOMPIENGA	KOMPIENGA	279	414	693	270	400	670	195	305	500	72,22	76,25	74,63
	PAMA	305	554	1059	415	465	883	296	378	674	70,81	81,29	76,33
<b>Sous Total KOMPIENGA</b>		<b>784</b>	<b>968</b>	<b>1752</b>	<b>688</b>	<b>865</b>	<b>1533</b>	<b>491</b>	<b>683</b>	<b>1174</b>	<b>71,37</b>	<b>78,96</b>	<b>75,60</b>
TAPOA	BOTOU	163	348	511	156	330	496	62	159	221	39,74	43,18	45,47
	DIAPAGA	332	314	646	327	305	635	197	208	405	60,24	67,53	

## PROVINCE DU GOURMA

## JOURNÉE D'EXCELLENCE À LA DPEBA

PAR COMBARY HERVÉ

## Reconnaissance du mérite des meilleurs élèves et enseignants

Pour marquer la fin d'année en apothéose, le terrain de l'école Bansoundi, au secteur 11 de Fada, a connu une ambiance de fête le matin du samedi 14 juillet. Elèves, parents d'élèves, enseignants et partenaires de l'éducation y avaient pris rendez-vous pour célébrer le mérite des meilleurs performants de l'année écoulée. Présidée par Alfred Gouba, haut-commissaire de la province, cette cérémonie était placée sous le parrainage de Martin Kibsa Lankoandé, président du Conseil régional de l'Est. Trois allocutions ont ponctué la cérémonie. Le lever de rideau est revenu à Yilké Augustin Koudougou, le Dpeba du Gourma pour souhaiter la bienvenue à tous ceux qui ont fait le déplacement. Faisant ensuite un survol de l'année scolaire, il avait annoncé le résultat de 60,71% atteint par les écoles de sa province à la session 2012 du Certificat d'études primaire. Occasion également pour le Dpeba de saluer «le travail de tous les acteurs qui ont conduit la province à ce résultat, plus ou moins satisfaisant, au regard du taux national». Journée donc de «reconnaissance du mérite de ceux et celles qui se sont distingués pendant les examens et de récompense pour les dix meilleurs élèves et enseignants». Yilké Augustin Koudougou a remercié particulièrement les partenaires qui ont contribué «techniquement, matériellement et financièrement» au succès de la journée, parmi lesquels le haut-commissaire, le parrain, l'association Buama, Diamond services, etc. Le parrain de la cérémonie, Martin Kibsa Lankoandé, avait congratulé ses filleuls et fait remarquer que le métier de l'enseignement est «un sacerdoce qui ne saurait être suffisamment rémunéré par qui que ce soit», avant de les inviter avec tous les acteurs du système éducatif à «redoubler d'avantage d'effort pour plus de succès en 2013». Le haut-commissaire Alfred Gouba, avait particulièrement relevé le mérite des partenaires externes dont la contribution a fortement soutenu la direction provinciale dans l'organisation de la journée d'excellence, et notamment l'association Buama, représentée par son secrétaire exécutif Pascal Yemboini Thiombiano qui avait fait le déplacement, depuis Ouaga, pour honorer personnellement les lauréats.

## Excellence régionale

## Meilleurs garçons au CEP 2012

Rang	Nom et Prénom(s)	Nbre de Points	Ecole	CEB	Nom du titulaire de la classe
1er ex	DJAO Sambo	161,5	Kodjini	Botou	YARGA Josué
1er ex	OUBOBA Yempabou	161,5	Kodjini	Botou	YARGA Josué
3e ex	OUBOBA Paguimpori	161	Bansoundi "A"	Fada I	SANOU Marc
3e ex	ODIOU Bangandi	161	Kouampandi	Kompienga	YONLI Yempabou
5e	TINDANO Tissa	158,5	Pougbari	Manni I	PALE Watil

## Meilleurs filles au CEP 2012

Rang	Nom et Prénom(s)	Nbre de Points	Ecole	CEB	Nom du titulaire de la classe
1er ex	LANKOANDE Nohémie	156,5	Ouadougou	Bogandé I	N'DO Beyon
1er ex	NIKIEMA Pauline S. Wendlaïda	156,5	Bartibougou Centre	Bartibougou	ZANGA Amidou
3e ex	GUNTANGA Timbendi	156	Tanfougou	Liptougou	DIALLO Karim
3e ex	GUIENNE Zalissa	156	Saint Joseph	Fada III	LOMPO Vendré
3e ex	THIOMBIANO Okanou	156	Gnindouga	Fada II	

## CONCOURS DIRECTS DE LA FONCTION PUBLIQUE SESSION 2012

## Avec 18 327 candidats, la région se classe 5ème pour la participation

PAR DIANOU YEMPABOU (STAGIAIRE)

En attendant les données nationales à l'issu de la proclamation des résultats, la région de l'Est peut au moins savourer sa forte participation au dernier concours directs de la Fonction publique. Pour les données statistiques des concours directs, session 2012, la région de l'Est a enregistré 18 327 candidats engagés dans 44 concours sur les 52 lancés au plan national. Le directeur régional de la Fonction publique de l'Est, Ki Michel, constate que «le nombre des candidats est élevé et, a classé la région de l'Est en 5eme position, après Ouaga (178 474 candidats), Bobo (51 380 candidats), Ouahigouya (22 329 candidats) et Koudougou (38 790 candidats)». Pour le directeur régional de la Fonction publique, «ce n'est pas mal pour la région de l'Est». Selon lui, «Il est bien vrai que le nombre de candidats est très élevé mais, le nombre admis est en fonction du travail qui a été fait. Le nombre ne constitue donc pas une donnée défavorable». Pour la suite, il indique que «Toutes les copies ont été acheminées et corrigées à Ouaga et, comme chacun le sait, dans les concours, ce sont les meilleurs qui sont recherchés». S'agissant du taux de succès, les données statistiques ne sont pas encore disponibles mais, déclare-t-il «Je ne veux pas dire qu'il ya des professionnels pour la préparation des concours à Ouaga mais, ils s'organisent dès la rentrée pour mieux se préparer».



Ki Michel, DR Fonction publique de l'Est

S/C B.P. 12 Fada N'Gourma  
Tél : +226 70 29 59 53 / 70 71 80 10  
E-mail : asso-buama@yahoo.fr / combaryissaka@yahoo.fr



Photo de famille avec les lauréats 2012 de la province

## ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

PAR COMBARY HERVÉ

## 39 965 élèves pour 522 enseignants dont 350 réellement mandatés par l'Etat, établissements publics et privés confondus

La région de l'Est compte 73 établissements, dont 41 publics et 32 privés, soit 69 qui relèvent de l'enseignement général et 4 de l'enseignement technique. S'il ya eu une satisfaction au niveau du BEPC, la honte reste constante au niveau du baccalauréat et des examens techniques.

## Bilan enseignement général

- Pour le BEPC : 7 577 candidats au BEPC pour 3 628 admis dont 2 397 garçons et 1 231 filles; soit un taux de réussite de 47,88%.

- Pour le Baccalauréat : Bac A4 : 1 075 candidats pour 343 admis dont 261 garçons et 82 filles; 31,75% de réussite. Bac D : 459 candidats pour 99 admis dont 90 garçons et 9 filles; 21,56% de réussite. Bac A5 : 5 candidats pour 0 admis. Taux global de réussite au Bac : 28, 72%.

## Bilan enseignement technique

- CAP industriels : 58 candidats pour 38 admis dont 32 garçons et 6 filles; 65,51% de réussite. BEP industriel : 127 candidats pour 58 admis dont 51 garçons et 7 filles; 45,66% de réussite. BEP commercial : 68 candidats pour 25 admis dont 19 garçons et 6 filles.

Entrée en seconde : 1 037 candidats pour 1 037 admis dont 707 garçons et 330 filles; 100% de réussite. Accueil de 5 686 élèves issus de l'Entrée en 6<sup>e</sup>.

L'enseignement secondaire dans la région de l'Est est très marqué par le problème d'infrastructures, notamment de salles de classes (effectifs pléthoriques d'élèves); manque de tables bancs; déficit en personnel enseignant (besoin de 252 enseignants) et d'encadrement (des élèves et pédagogiques); et toujours des perturbations de toutes sortes. A peine entamée le secondaire enregistre déjà des journées de grèves liées aux événements étudiants de Koudougou et au drame qui a endeuillé les collégiens à Pouytenga.

## Résultats du BEPC 2012 par province

Rang	PROVINCE	INSCRITS			PRÉSENTS			ADMIS 1 <sup>er</sup> Tour			ADMIS 2 <sup>nd</sup> Tour			TOTAL ADMIS			TAUX DE SUCCÈS		
		G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
1 <sup>er</sup>	KOMPIENGA	280	157	437	274	152	426	138	70	208	52	25	77	190	95	285	49,34	62,30	66,90
2 <sup>e</sup>	GOURMA	1712	1502	3214	1660	1436	3096	602	402	1004	285	219	504	887	621	1508	53,43	49,25	48,71
3 <sup>e</sup>	KOMONDJARI	231	91	322	217	87	304	79	27	106	25	10	35	104	37	141	47,92	42,52	46,38
4 <sup>e</sup>	TAPOA	1415	688	2101	1578	648	2046	440	175	615	221	88	309	661	243	926	47,96	39,37	45,16
4 <sup>e</sup> ex	GNAGNA	1147	648	1795	1090	615	1705	363	132	495	192	83	275	555	215	770	50,91	34,95	45,16
	TOTAL REGION	4783	3066	7869	4619	2958	7577	1622	806	2428	775	425	1200	2397	1231	3628	51,89	41,61	47,88

## Résultats du Bac 2012 par Centre d'examen

CENTRE	JURY	SERIE	INSCRITS			PRÉSENTS			TOTAL ADMIS			TAUX DE SUCCÈS		
			G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
BOGANDE	140	A4	150	50	200	143	48	191	59	15	74	41,25	31,25	38,74
	140	D	69	07	76	67	06	73	16	00	16	23,88	00	21,92
	TOTAL BOGANDE		219	057	276	210	54	264	75	15	90	35,71	27,77	34,08
DIAPAGA	141	A4	194	50	244	184	50	234	59	06	80	32,06	12,00	27,78
	141	D	41	03	44	41	03	44	15	00	15	36,58	00	34,09
	TOTAL DIAPAGA		235	053	288	225	53	278	74	06	080	32,88	11,32	28,78
FADA	142	A4	185	84	269	172	79	251	62	22	84	36,04	27,84	33,47
	143	A4	172	83	255	160	80	240	47	24	71			

## RECYCLAGE DES CONDUCTEURS ROUTIERS SUR LE CODE DE LA ROUTE ET LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

PAR JAPHET BENYIDOMA



Le DR Badini à la baguette pour un cours de recyclage des conducteurs de la région

**U**n atelier de «recyclage sur le code de la route et la sécurité routière» a réuni, les 5 et 6 septembre à la Maison de la femme, une cinquantaine de conducteurs routiers de la région de l'Est. C'était à l'initiative de la section régionale du syndicat national des transporteurs routiers de voyageurs (SNTRV-B)

- **Les sept (7) différents types de permis** délivrés au Burkina Faso, à savoir :
  - Catégorie A1** : cyclomoteurs et vélo-moteurs dont la cylindrée excède 50 cm<sup>3</sup> sans pour autant dépasser 125 cm<sup>3</sup>.
  - Catégorie A** : motocyclettes, avec ou sans side-car, dont la cylindrée excède 125 cm<sup>3</sup>.

pris) et dont le poids total autorisé en charge n'excède pas 3,5 tonnes.

**4) Catégorie C** : véhicules automobiles affectés au transport de marchandises ou de matériel dont le poids total autorisé en charge excède 3,5 tonnes.

**5) Catégorie D** : véhicules automobiles affectés au transport en commun de personnes de plus de 9 places assises.

**6) Catégories E** : véhicules automobiles de la catégorie B, C ou D attelés à une remorque de plus de 750 Kgs.

**7) Catégorie F** : véhicules automobiles de la catégorie A1, A ou B spécialement aménagés pour les infirmes et les handicapés.

Rappel également des **quatre (4) différents types de panneaux** :

**1) Les panneaux de danger** : de forme triangulaire avec un fond blanc bordé de rouge. Le symbole du danger se trouve à l'intérieur de la bande rouge du panneau. Les panneaux de danger sont des signaux dits avancés parce qu'ils préviennent le conducteur d'un danger. Ils sont placés à 150m du point dangereux hors agglomération et, à 50m en agglomération. Dans cette catégorie de panneaux, on note l'existence de deux (2) panneaux dits «signaux de position» ; en l'occurrence,



Ousmane Badini, directeur régional des Transports et de l'Economie numérique

- la responsabilité du conducteur, quant aux dégâts occasionnés par son véhicule : le vote d'une loi est en cours à cet effet ;
- les nuisances d'une conduite responsable et, notamment la fatigue, la prise de comprimés dopant, les boissons alcoolisées... ;
- le non respect de la visite technique qui permet de vérifier la bonne santé du véhicule.

En guise d'exercices pratiques, il a soumis

les conducteurs à une épreuve de terrain, toute la journée du 6 septembre, pour vérifier leurs capacités de réponse par rapport à des points tels que : la circulation en ville ; la maîtrise du créneau ; le respect de la priorité ; des feux tricolores ; de la limitation de la vitesse à 50 km/h et à 30 km/h maximum ; la circulation sur une voie à sens unique...

Le DR a ainsi pu relever quelques insuffisances des conducteurs au niveau, notamment, de la limitation de la vitesse en agglomération ; du recours systématique au rétroviseur avant et pendant les manœuvres ; la concentration pendant la conduite ; le respect en rase campagne de la bande centrale de la chaussée... Bref, un respect peu recommandable de la signalisation verticale (panneaux), horizontale et des virages.

A la clôture de la session de formation, Ousmane Badini a donc passé en revue, les défaillances de l'exercice pratique pour prodiguer des conseils spécifiques aux conducteurs. Il a, évidemment, interpellé la conscience et responsabilité du conducteur sur la sauvegarde de sa propre vie et celle des autres usagers de la route mais, ... Wait and see !

- 3) **Catégorie B** : véhicules automobiles ne comportant pas plus de 9 places assises (chauffeur

com -



Oumpougoni Thiombiano, le président pour la région de l'Est, des participants a donné de réelles satisfactions ; ils ont fait preuve d'une assez bonne connaissance des différents panneaux.

Selon, Mahamoudou Sanogo, le secrétaire général de la section de l'Est de la SNTRV-B, «l'évaluation du niveau d'assimilation

des participants a donné de réelles satisfactions ; ils ont fait preuve d'une assez bonne connaissance des différents panneaux».

### Circulation routière

La session sur la «Circulation routière» a été conduite par Ousmane Badini, DR des Transports et de l'Economie numérique qui a fait précédé le module pratique par le rappel d'un certain nombre de points importants. Il a notamment insisté sur :

- le nombre sans cesse croissant des accidents de la circulation routière au Burkina Faso, notamment depuis le drame survenu à Boromo en 2010 et son macabre record de 69 morts ;
- l'utilisation du téléphone portable au volant ;



Nos routes nous préviennent toujours qu'il faut respecter certaines règles, mais hélas !



La «surcharge». On ne se scandalise plus pour les Hiace. Chez eux, c'est la norme, surtout en rase campagne. Maintenant que les tricycles sont entrés dans la danse, en pleine ville, qu'en sera-t-il ?





**3<sup>e</sup> prix dans la catégorie vedette de la chanson traditionnelle, lors de la Semaine nationale de la culture (SNC) 2012, Ouoba Nindia est un habitué des palmes au plan national. Comme référence, il cite Tabiga, Loungrou Djingiri, Koamba Lankoandé, Oualemanou, Kayaba. Il a pris un peu de chacune de ces grandes vedettes locales de la chanson traditionnelle. Parce que, pour lui, «quand tu veux t'en sortir, adosse-toi à un grand». Pour le reste, le virtuose gourmantché de la guitare traditionnelle est réduit à animer des banquets de mariages. Pas de concert, pas de tournée ni de concours régional à se mettre sous la dent. Rien ? Pas même une cérémonie de reconnaissance locale d'avoir honorablement représenté la région de l'Est et la province du Gourma au niveau national. Qu'est-ce qui est donc fait pour les artistes? Ouoba Nindia dit que pour Fada : « répondre, Rien ! ce n'est pas n'arrivé. Si on dit Zéro, c'est peu. Il faut dire, Nul !»**

#### Quelle est ta situation matrimoniale ?

J'ai deux femmes et trois enfants, dont deux garçons et une fille. Ma seconde épouse, Combaré Djapampa, a deux enfants d'un premier mariage et est, pour moi, un don de la musique car, nous avons la même passion. Elle est une danseuse professionnelle qui a connu une grande carrière y compris en France. Elle donne présentement des cours de danse traditionnelle. Elle est la secrétaire et trésorière du groupe et s'exerce à la chanson.

#### Quels thèmes traites-tu habituellement dans tes chansons ?

J'ai à cœur de sensibiliser les jeunes sur leurs responsabilités de futurs hommes, j'aborde le problème des droits de la femme et, naturellement la préservation et la promotion de notre tradition car, partout où je suis passé, j'ai pu constater que la tradition est le socle de toute culture.

#### On dit que tu donnes beaucoup plus de concert à l'étranger qu'à Fada même et au Burkina. Quels pays as-tu fais ?

C'est vrai, je suis beaucoup plus sollicité à l'extérieur qu'ici même. Je n'ai personnellement ni les moyens ni l'organisation pour conquérir le marché international mais, je dois dire que j'ai la chance de recevoir des invitations pour figurer dans des cérémonies de personnes passionnées de musique traditionnelle. Notamment, au Niger, au Nigeria, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Togo, au Ghana et jusqu'en France. C'est souvent des gens qui m'ont écouté lors des cérémonies à Fada ou lors des compétitions nationales comme la Semaine nationale de la culture (SNC).

#### Tes musiciens et danseurs sont-ils des professionnels, autrement dit, sont-ils des salariés ?

Ils ne sont pas salariés mais, dès que nous avons une prestation, je fais en sorte que chacun reçoive une somme juste et équitable. Tout se fait dans la

## Pour Fada «Rien ! ce n'est pas n'arrivé.

## Zéro ! c'est peu. Il faut dire, Nul !»

PAR G-M. BOLOUVI

Né à Fada le 22 mars 1960, au secteur 8, Ouoba Nindia n'a pas été à l'école du blanc mais, il s'est rassasié de celle de ses parents «des cultivateurs liés à la guitare traditionnelle» : une famille de griots, rompu au rythme des instruments traditionnels et particulièrement de la guitare qui conquiert le jeune Nindia. «Je suis né avec la musique dans la tête». Il ne peut dire quand il a commencé à taquiner la guitare et à chanter mais, sa première vraie prestation en public remonte à 1979. Lors d'une compétition de neuf troupes «à la cour royale au temps du roi Yentangou». Il est alors jeune guitariste dans la troupe de Combaré Kanlou de Potiamanga. L'occasion pour lui d'étreindre sa virtuosité. A l'époque, il n'est pas question de contrat, on est payé en nature «mouton, canaris de dolo, un peu d'argent, des pagnes traditionnels». La compétition était cependant rigoureuse puisque, dit-il, «il y en a même qui font le wac à d'autres pour qu'ils ne puissent pas bien jouer». Son maître Kanlou est séduit et le distingue «il m'a offert sa propre guitare et sa bénédiction en me disant que c'est ça qui va nourrir ma famille». Le jeune Nindia Ouoba vivra effectivement de la chanson et de sa guitare jusqu'en 1988. Lui prend alors la démangeaison de l'aventure et, notamment l'appel de la Côte d'Ivoire. Il rejoint donc le gros des migrants Burkinabé à Abidjan, au quartier Kumasi. C'est dans la cuisine, au service d'un «blanc» qu'il va jouer au cordon bleu et, il dit y exceller également : «même dans la cuisine, je n'ai jamais occupé au-delà du deuxième rang lors des compétitions». A Abidjan donc, Ouoba Nindia range sa guitare et se met aux fourneaux. Il mijotera des plats pour «le même patron durant 11 ans», passant de la Côte d'Ivoire au Mali puis en Mauritanie et au Ghana et retour en Côte d'Ivoire. En quittant définitivement l'Afrique, son patron lui fait délivrer un certificat mais, dans la 4<sup>e</sup> catégorie, estimant qu'au Burkina son cuisinier ne trouverait pas preneur dans la 6<sup>e</sup> catégorie à laquelle il était parvenu. Finie la cuisine, Nindia range les fourneaux et revient au berçail. La consultation du «sable» et les sacrifices de poulets et autres lui confirment que son avenir est dans la guitare. A l'époque, le haut du podium est tenu à Fada et dans le Gulmu, par Ibrahim Dajuari qui succéda lui-même à son père décédé. Bien que désœuvré et sans le sou, c'est après instance qu'il accepte de participer à une soirée animée par Ibrahim Dajuari. Après prestation, ce dernier lui remet la somme de 7 500 F. Enorme ! Il croit qu'il s'agit de la cagnotte du groupe et, il la confie à sa maman. Une poignée de jours plus tard, il reboute avec le même Dajuari qui lui remet encore 7 500 F. Pris de panique, il lui fait remarquer qu'il n'est ni une caisse ni une banque et, ne souhaite pas être investi de cette responsabilité. A sa grande surprise, il lui est dit qu'il s'agit de ses honoraires. Cet argent qu'il garde jalousement, constituera son pactole de mariage. Ce qu'il gagne dans la maçonnerie, autre métier qu'il exerce, couvre suffisamment ses besoins de célibataire. Sa rencontre avec celui qu'il appelle «le grand Bissongo» pour préparer «le grand prix national» à Ouaga lui donne une autre dimension. Il se professionnalise sous l'encadrement de «l'Empereur Bissongo» qu'il appelle encore aujourd'hui «mon patron». Avec l'empereur Bissongo, il conquiert le Niger en se produisant à Niamey en 1996 au Palais des Congrès et au Centre culturel Oumarou Ganda (CCOG). Plus tard, il obtient des contrats personnels pour des prestations à Niamey et jusqu'à Agadez. Avec sa «Troupe Ouoba Nindia» il est désormais une vedette qui vit exclusivement de sa guitare. Sa troupe qu'il finit de constituer en 2008 comprend 12 membres «des calebassiers, des danseuses, dont ma seconde femme Combaré Djapampa et des danseurs et, moi-même, chanteur-guitariste».

transparence. Je suis le patron mais, je ne suis pas celui qui encaisse les cachets. Il ya un chargé pour cela. Il perçoit le cachet, il déduit les charges de fonctionnement de la troupe et, le reste est réparti équitablement entre tous. Même quand un membre n'a pas pu participer à la prestation, il reçoit sa part. Maintenant, parlant de professionnalisme, je peux affirmer que mes musiciens et danseurs ont tous un comportement professionnel autant dans le travail que dans leur relation avec autrui et leur vie d'artiste. Oui, ils se comportent en professionnels et, nulle part, on n'a eu à se plaindre d'eux.

#### Que vous rapporte une compétition comme la SNC où vous venez de vous distinguer ?

Le ministère nous aide pour le déplacement, l'hébergement et la restauration. Nous nous débrouillons pour l'habillement. J'ai réussi à habiller trois fois ma troupe. La première fois, au prix de 65 000 F ; la deuxième fois, 210 000 F pour habiller 5 personnes et, cette année, pour la SNC, j'ai renouvelé notre garde robe au prix de 272 500 F. Le 3<sup>e</sup> prix que nous avons obtenu à la SNC nous a rapporté 300 000 F. Les gars voulaient que je récupère ce que j'avais dépensé pour notre accoutrement. J'ai dit, non ! Chacun doit rentrer avec quelque chose à la maison pour sa femme et ses enfants. A l'exception d'un membre qui avait un problème particulier et qui a reçu 40 000 F les autres ont tous reçu 35 000 F. Nos deux encadreurs (de l'équipe de l'empereur Bissongo) ont reçu 15 000 F chacun et le technicien 20 000 F, parce qu'il faut donner de l'eau à tous ceux qui nous aident. Des 300 000 F, il me restait 22 500 F. Nous croyions pouvoir compter sur des institutions comme le Conseil régional et la mairie mais, cette année, je n'ai pas déposé de requête à leur niveau parce que l'année précédente, j'ai suivi cette piste pour rien. Ça m'a déçue et je n'ai donc rien demandé à personne cette année. Pas même 5 francs ! Curieusement, le jour du départ pour Bobo, j'ai reçu 75 000 F venant du Conseil régional. Comme j'avais fini mes emplettes, sans rien devoir à personne, j'ai

réparti cette somme entre mes artistes. De toute façon, j'emportais avec moi la somme de 100 000 F, pour pallier aux imprévus. Rendu à Bobo, le BBDA m'a donné 25 000 F d'encouragement pour services rendus à la musique traditionnelle. J'ai remis cette somme au trésorier qui a pu donner 2 000 F supplémentaire à chaque artiste.

#### Peux-tu dire que la musique te fait vivre ?

Je ne sais pas ce qu'il en est pour les autres mais, en ce qui me concerne, la musique n'est pas mon gagne-pain. Ce n'est pas la quête d'argent qui m'a conduit à la musique. Je suis griot, la musique est ma vie, ma fierté, ma culture. Ma guitare, je la fabrique moi-même, je taille le bois, je couds la peau, j'attache les cordes. Rien que de savoir fabriquer les guitares, pouvait me rapporter. Mais, nous les artistes traditionnels, nous avons un problème. Nous n'avons pas de papiers, nous sommes donc dans l'informel. Je vais vous dire quelque chose : des gens m'appellent de la France et d'Allemagne notamment, pour commander des guitares traditionnelles. Mais, je ne peux les satisfaire parce que je n'ai pas les papiers qui m'autorisent à fabriquer et vendre. J'aurais pu ouvrir une boutique d'instruments de musique traditionnelle, et notre directeur de la Culture m'a même dit que c'était une bonne idée. Mais, je n'ai pas les papiers. A commencer par une autorisation du service des Eaux et forêts pour couper le bois. Il ya les impôts, la mairie. Je n'ai pas les moyens pour toutes ces démarches et, n'ayant rien entrepris encore dans ce sens par moi-même, je n'en veux pas à mon DR Culture ni au BBDA, dont on dit qu'ils devraient pouvoir m'aider. Je me contente de mes petits contrats d'animation. A Fada, même les 50 000 F, qui est un minimum pour une prestation, tu ne l'auras pas, on viendra te dire, merci, on a gardé pour vous 20 000 F ou 25 000 F. Ça n'a jamais débordé ça !

#### Pourquoi parles-tu de «petits contrats» ?

Mais, regardez vous-même ! Rien n'est organisé ici pour les artistes traditionnels. Pas de concert.



Rien ! Je vous dis, rien ! Il n'y a que les compétitions nationales auxquelles nous participons. Je joue par amour de la musique. Il y a des endroits où on m'invite, je vais jouer et on ne me donne pas même 5 francs. Mais, je ne me décourage jamais. Si je ne gagne pas, je me dis que c'est Dieu qui n'a pas posé mon manger là-bas. Mais, à Fada même, il n'y a rien. Avec feu le maire Tandama, la mairie nous invitait à certaines cérémonies mais, maintenant, rien. Aucun contrat de la mairie. Nous sommes découragés de la mairie. Il n'y a que les petits contrats lors des mariages, notamment à Ouaga et à Ouahigouya. Au niveau de la région, le Conseil régional fait ce qu'il peut. En revanche, les autorités administratives comme coutumières ne font rien pour nous. Au niveau de Fada, c'est nul ! Si on dit, rien ! ce n'est pas arrivé. Si on dit zéro ! c'est peu. Moi je dis, c'est nul !

#### Les artistes de Fada sont-ils organisés pour trouver des solutions à vos problèmes ?

Je ne peux ni dire complètement, non ! ni complètement, oui ! Parce que nous avons eu une réunion, il y a maintenant deux ans, pour créer une association. Mon patron Bissongo avait été élu président et, moi, trésorier. Au moment où je vous parle, je ne sais même pas si l'association a eu son agrément, je ne sais même pas s'il y a eu une autre réunion, s'il y a eu de l'argent qu'on devait me confier puisque je suis le trésorier de ladite association. Je dis que, nous les artistes de l'Est, nous sommes noyés, nous ne sommes pas unis. Notre DR (directeur régional de la Culture et du Tourisme) Sinini Saidou se bat pour ça, il nous insulte pour ça, pour qu'on soit unis.

#### Il va donc falloir réagir, que proposes-tu ?



Les deux calebassiers

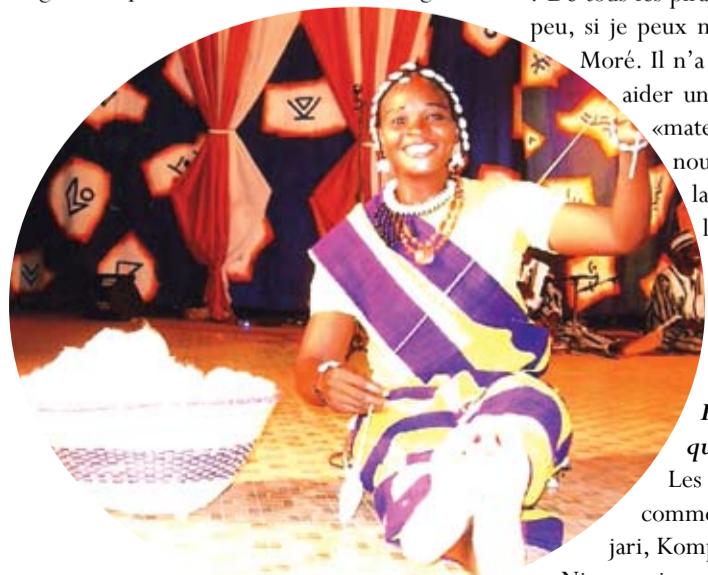
Il faut que nous tenions une assemblée générale, que nous ayons le courage de faire le point. On s'était réuni, il y a deux ans pour nous donner des responsables. Nous avions élu un bureau, qu'est-ce qui a été fait ? Parce que, je ne comprends pas. Le bureau est là ou il n'est pas là ? S'il n'est pas là, qu'on en constitue un autre en lui donnant des obligations de dynamisme. Si nous les vieux, nous sommes incapables d'initiatives, qu'on laisse la place aux enfants. Aujourd'hui, vu la richesse de notre culture, Fada devait avoir une école de musique, une autre de chorégraphie. Mais, que voulez-vous, nous n'avons même pas de matériel. Moi, Nindia, je n'ai même pas un micro, à plus forte raison un ampli et des baffles. C'est toujours chez Bissongo ou chez mon vieux Django que je prends ce qu'il me faut pour me produire. Je ne loue pas. C'est dire qu'il existe entre nous un fond de solidarité qu'on peut alimenter pour harmoniser notre métier. Un vieux comme moi, Nindia, je ne devais plus participer aux compétitions mais, plutôt, encadrer les jeunes. Je ne dois pas aller concourir avec des enfants, des gens que j'ai formés. En attendant, ce que je fais, c'est de rester ouvert à toute sollicitation pour accompagner mes jeunes frères et nos enfants qui ont choisi la musique comme métier.

#### *Cela fait longtemps que tu chantes, combien de cassette ou de CD comptes-tu ?*

Ah ! Faut pas me faire rire ou te moquer de moi. Ici là, nous les musiciens traditionnels, je vous dis qu'on n'a rien. Personne n'a de cassette ou de CD sur le marché. Juste une chanson de chacun pour une compilation. Moi, Ibrahim, Marie Gayeri, et les autres, nous n'avons rien. Sinon, j'ai un répertoire d'au moins 95 morceaux, de ma propre composition. Et je parle uniquement des chansons travaillées. J'observe les scènes de la vie et je compose. C'est dans ma tête. Je peux faire deux dizaines d'albums à moi tout seul.

#### *Comment vous vendez-vous alors ?*

J'ai déposé plein de demandes d'appui pour entrer en studio et produire quelque chose, mais rien. Pourtant, chacun veut que je vienne animer à son mariage. De Fada à Matiacoali, de la Kompienga à la Tapoa, Nindia est de toutes les grandes



Combaré Djapamoa, seconde épouse, danseuse, secrétaire et trésorière du groupe.

cérémonies. Mais, quand je parle de production, il n'y a personne pour m'appuyer. Jusqu'aujourd'hui, je n'ai même personne à Fada pour me préfinancer un album. J'ai vainement traité de la question avec le DR Sinini. Les radios jouent nos musiques, les gens enregistrent dans leurs téléphones portables mais, nous, nous n'avons rien. Y compris du BBDA qui s'est juste signalé cette année en donnant 25 000 F aux artistes présents à la SNC. J'avais été jusqu'à Ouaga rencontrer les gens du BBDA pour demander de l'aide, parce que la radio joue mes chansons, la télévision a exploité une de mes chansons chaque jeudi à 17 heures pendant 2 ans et je n'ai jamais vu 5 francs. On me parle de déclaration. Je dis, comment vous gérez nos droits ? Comment vous nous aidez ? Ils ont eu un premier représentant ici, puis un deuxième. Ce dernier, je ne peux pas l'accuser, il m'a dit plusieurs fois de venir on va se voir. On me parle de fiche au niveau des radios. J'ai fait le tour des radios, le BBDA envoie les fiches mais, elles ne les remplissent pas. Je vais faire quoi ? Je n'accuse pas les radios, le BBDA n'a qu'à faire son travail. Les gens entendent ma musique à la radio et ils me disent, hier nuit là, mon vieux, c'était toi seulement à la radio, on va boire la bière. Ils ne peuvent pas savoir que je ne gagne rien. On me parle de la commune, je dis, non ! ne me parlez pas de ça. Si on parle de piratage, même le maire, il va être dedans. Quand vient l'heure des meilleurs vœux, les maires sont à la maison, ils boivent leur bière, mangent leurs pattes de pintades et de poulets pendant que nous les artistes nous entendons nos musiques dans les salons, les portables. Si on parle de pirates, il faut commencer par les gens d'en haut. On me dit de ne pas dire ça. Je dis, c'est moi qui ai dit. Le maire, c'est un grand frère, c'est pas mon père. S'il a fait quelque chose pour les artistes, je vais le dire. S'il n'a rien fait, je vais le dire également. Depuis que le maire Kocty est aux affaires, c'est une seule fois qu'il a signé pour un appui de 50 000 F en ma faveur pour participer à la SNC. Mes demandes à son niveau n'ont jamais eu de réponse. Je trouve que la mairie de Fada est nulle. La mairie est même incapable de nous créer une seule manifestation. La seule structure qui nous appuie, c'est le Conseil régional.

#### *Vous n'avez pas d'album mais vous souffrez du piratage, comment cela se fait-il ?*

Les cartes mémoires nous ont tués. Les gens nous enregistrent quand nous jouons dans les cérémonies. Combien de fois les gens me disent, «ça fait longtemps je t'ai pas vu, mais j'ai ta musique dans mon portable». Vous voyez la foutaise ? Combien de commerçants pirates passent leur temps à transférer nos chansons sur les portables ? De tous les pirates, celui qui nous respecte un peu, si je peux m'exprimer ainsi, c'est Bangre

Moré. Il n'a jamais raté une occasion pour aider un artiste. Mais, les autres nous «matent» pour rien. S'ils pouvaient nous vendre nous-mêmes, ils allaient le faire. Le portable a tué les artistes, tué le téléphone fixe, tué les vendeurs de radio, tué les vendeurs de torche, tué les photographes. Nous tous, ça nous a tués.

#### *Finalement, il ne vous reste que les concerts ?*

Les concerts ? Peut-être ailleurs, comme à la Gnagna, Tapoa, Komondjari, Kompienga et jusqu'à Makalondi au Niger mais, pas à Fada. Mon handicap, c'est de ne pas avoir de matériel de sonorisation et un groupe électrogène. A Fada, si tu organises un

concert, tu tombes. Les gens ne vont pas entrer. J'ai dit ça à Bissongo, il a nié. Quand on a fait la chanson «L'union fait la force», il a dit, on va donner un concert de dédicace. On a pris la salle de cinéma. Personne n'est rentré. Nous avons insisté, nous avons repris la salle de ciné, payé la mairie, payé le courant, payé les communiqués. J'ai fait «Entrée gratuite». Les gens sont rentrés. Plein ! Les gens veulent du gratuit à Fada. On a tout essayé, la salle de la mission, la salle de cinéma, les bars, TV5... Les gens n'entrent pas quand

c'est payé. Ils vont rester dehors pour écouter. On dit que la saleté se trouve sous les vêtements ; chez nous, la saleté est dans le sang. Les gens aiment notre musique mais, ils ne vont pas payer pour suivre un concert. C'est Fada ! Les gens ne vont pas payer pour que tu sois. Prendre ses 500 F ou 1 000 F pour que tu te développes ? Non ! Ils ne vont pas le faire. Payer pour que toi tu sois bien ? Même si quelqu'un veut payer et entrer voir ton concert, ils vont le gober : «non, ne gaspille pas ton argent». C'est Fada !

## CIRCULATION ROUTIÈRE Suite de la page 1

### Il paye 25 000 F pour défaut de carte grise

«qu'on appose sur le certificat de mise en circulation». Pour les véhicules, «vous avez les mêmes éléments avec, en plus, un certificat de conformité délivré par le CCVA et qui nous permet de traiter le dossier sans risque de se tromper sur les caractéristiques». Mais, comme le fait remarquer le DR transports, «dans notre pays, les choses ne se font pas dans les règles». Pour dire qu'en principe, on ne doit pas circuler avec un engin non immatriculé. «Ce n'est pas correct et c'est punissable», martèle le DR qui insiste en disant : «tant que votre engin ou voiture n'est pas immatriculé, vous n'avez pas le droit de l'utiliser». Mais, la coutume est tout autre au pays des hommes intègres «dans notre pays, vous voyez tout ! C'est après avoir usage qu'on vient pour immatriculer». Badini Ousmane sait de quoi il parle : «nous voyons sur nos documents d'année, nos certificats de conformité, des engins qui viennent pour immatriculation au moment où ils sont en état de délabrement total». Comme dit le DR, «il y a donc problème ! Normalement, un engin ne peut être utilisé que lorsqu'il détient un certificat de mise en circulation. Ce n'est pas le cas dans notre pays». Et le DR Transports d'illustrer ses propos avec des cas courants. «Au Burkina, les gens ne viennent pas eux-mêmes faire leurs opérations. Je ne sais pas si c'est par peur ou par prétendu manque de temps. Je ne comprends pas. Par manque de temps, ils n'envoient personne à la banque retirer leur argent à leur place ! On doit donc trouver un temps pour venir faire ses formalités quand on sait que l'immatriculation est quelque chose de capital». Pour le cas d'une «personne qui a un engin qu'on a saisi en circulation en lui demandant des documents qu'il n'arrive pas à fournir, la personne doit pouvoir prouver qu'il a déposé un dossier, dans quel service il l'a fait et le temps que prendra la procédure». En matière de délai, le DR Transports de l'Est est formel «ici, notre délai, c'est 3 semaines. J'ai mis 3 semaines mais, lorsque moi, le signataire je suis là, c'est au jour le jour». Et le DR de nous montrer sur son bureau des dossiers en instance d'être signés. Badini Ousmane fait cependant la part des choses : «il faut comprendre que nous ne gérons pas la rue. Si quelqu'un vient déposer son dossier dans la rue et dit qu'il l'a déposé au niveau du Transport ça, c'est son problème ! Moi, je ne gère pas la rue». Pour signifier que «quand les individus viennent personnellement déposer leur dossier, nous leur délivrons un certificat de dépôt». Et le DR d'expliquer un cas de figure : «Si maintenant, il est irresponsable et donne son dossier à quelqu'un pour faire les démarches à sa place, ça, c'est son problème ! Nous, ne pouvons pas donner un certificat de dépôt dans ce cas, parce que le déposant ne détient pas un document légal qui dit qu'il peut remplacer l'intéressé. C'est ça aussi le problème». D'autre part, observe le DR «nous ne pouvons pas refuser le dossier en disant que le déposant n'est pas le propriétaire. Ça, ce n'est pas mon rôle. Moi, je suis ici dans la direction de l'Est pour faciliter les choses. Je ne suis pas venu pour compliquer les situations aux gens. Si je prends un dossier et le trouve correct, je l'immatricule». Et le DR de rappeler que lorsqu'il est arrivé à la direction régionale de l'Est «pour responsabiliser tout le monde, j'ai fait inscrire une déclaration sur l'honneur dans chaque dossier». Suivant cette disposition, déclare encore le DR : «si tu confies ton dossier à une tierce personne pour venir immatriculer, cette personne va signer cette déclaration sur l'honneur à la



Badini Ousmane, Directeur Régional des Transports, des Postes et de l'Economie numérique.

police, pour dire que dans 20 ans voire 40 ans, s'il ya un problème par rapport à ce dossier, c'est lui qui est responsable puisque c'est lui qui est venu le déposer». Pour dire que «si quelqu'un roule avec une moto qui n'a pas un certificat d'immatriculation ou un certificat de dépôt, c'est son problème». A l'inverse, le DR est formel sur un point : «si une personne a le certificat d'immatriculation ou le certificat de dépôt, on ne doit pas l'interroger. C'est peut être un retard de l'Etat et, ce n'est pas imputable à l'individu. On ne peut pas verbaliser quelqu'un qui détient un document de mise en circulation communément appelé «carte grise» ou un «certificat de dépôt». Le DR va plus loin en disant «si on le verbalise, qu'il vienne à la direction régionale et, moi, j'irai là où on l'a verbalisé pour le défendre. Là, je suis catégorique, parce qu'il n'y a pas deux Etats au Burkina ; c'est un seul Etat». Badini Ousmane refuse ce qu'il appelle «faire du chantage aux usagers». Contre la lenteur de l'administration, il faut également chercher des solutions et, à son niveau, dit-il «j'ai été obligé d'acquérir un groupe électrogène pour produire ces documents là. Ce n'est pas l'Etat qui m'a envoyé un groupe. C'est par souci simplement de bien faire. On pouvait croiser les bras et attendre tranquillement. J'ai acheté un groupe pour faire le travail». Comme pour corroborer le DR pendant qu'est indexé l'inconvénient des délestages, la Sonabel permet au DR de remarquer, séance tenante, «Vous voyez, le courant est parti ! Mais, nous, nous travaillons». Le DR demande donc «que les gens soient indulgents par rapport à ces dossiers. Il faut qu'on les feuillète pour voir leur cohérence. Nous n'entrons pas dans le fond d'un dossier mais nous tenons à la cohérence». Ce que le DR dit demander par-dessus tout aux usagers, «c'est vraiment d'être des responsables. On ne peut pas vouloir une chose et son contraire. Vous voulez que ça soit bien et vous ne venez jamais à la source. Tu confies ton dossier à quelqu'un dans la rue et, tu es là, tu tournes. Qu'est-ce qui prouve que le monsieur à qui tu as confié ton dossier l'a effectivement déposé». Et le DR d'illustrer : «j'ai une grande expérience en matière d'immatriculation. Le système de ceux qui prennent les dossiers, c'est le système «Fifo». Le système «Fifo» c'est : «premier entré, premier sorti». Traduction : «par exemple, s'il prend un dossier aujourd'hui, il prend l'argent et il bouffe. Il attend les frais du prochain dossier pour pousser le premier dossier aux immatriculations. Ce dernier reste en stand by et, ainsi de suite... C'est ça qu'on appelle le système «Fifo». Mais, si l'individu même accepte d'aller faire les formalités, douane, police, gendarmerie ; il vient à notre niveau, il prend son reçu de dépôt, mais, y a aucun problème !»

NAKO HAMADO ET DIANOU YEMPABOU (STAGIAIRES)

## FASO ACADEMIE 2012

PAR NAKO HAMADO ET DIANOU YEMPABOU (STAGIAIRES)

# Un goût d'inachevé pour les candidats de Fada

Pour être candidat à la compétition Faso académie, le critère principal est d'être âgé au moins de 18 ans et au plus de 28 ans et, bien sûr, n'être pas sourd et encore moins muet. A Fada, ils furent 34 à s'inscrire mais, l'heure du casting venu pour le premier écrémage, le 4 juillet dernier, beaucoup avait déjà démissionné, et ne se présentèrent que 13 candidats au studio de la RTB-Est. Des 13 braves, seuls 9 sont retenus à l'issu d'un premier tour de chant et, au second tour se détacheront les 4 représentants de la région de l'Est, à savoir 2 filles et 2 garçons : Zongnaba Elisabeth, Paré Angeline et, les jumeaux Ouoba Kanlanfè Martin et



Ouoba Kanlanfè Martin

Ouoba Kamidi Mathieu. Quatre rescapés à qui il fut donné rendez-vous à Ouaga pour le lancement le 13 juillet. Les candidats de Fada sont priés d'y demeurer pour 2 jours d'entraînement. Première désillusion pour les jumeaux «des encadreurs ont plus travaillé avec les filles qu'avec les garçons, il y avait une ségrégation favorable aux filles». Deuxième désillusion, le 20 juillet à la mairie de Fada, ils sont recalés au sortir de la compétition. Et pourtant, soutiennent les jumeaux «les filles n'ont pas mieux chanté que nous». Déçus des coulisses de Faso académie et du verdict mais, nullement ébranlés dans leur volonté de tenter une carrière musicale, d'autant plus que leur papa est guitariste. Ils le disent, «notre papa est guitariste et nous sommes nés dans la musique, sa guitare nous a bercé et a rythmé notre enfance. Nous aimerais faire plus que notre papa en tentant une carrière musicale». En attendant, ces charmants jumeaux du secteur 7 de Fada sont renvoyés à leurs études : Mathieu au CFP (Centre de formation professionnel) section électricité et, Martin, au LPF (Lycée professionnel de Fada) section technique de vente commerciale. Ils n'excluent pas de revenir à la charge, dès l'année prochaine pour Faso académie 2013. Au sortir donc de la confrontation avec les jumeaux, les 2 candidats retenus pour représenter Fada sont les candidates Zongnaba Elisabeth, 1ère et, Paré Angeline 2ème. Deux voix féminines en 1/8ème de finale pour défier les académiciens cuvée 2012 et porter haut les couleurs musicales de Fada et de toute la région de l'Est.



Ouoba Kamidi Mathieu

## Paré Angeline : jusqu'en 1/4 de finale

Arrivée en deuxième position, Paré Angeline est élève en classe de 4ème au lycée privé Tibériade. Née à Poa en 1994, elle dit avoir toujours été attirée par la chanson : «depuis que je suis petite, j'aime chanter et je n'avais pas encore eu l'occasion de m'exprimer et c'est pourquoi j'ai décidé de m'inscrire à Faso académie et tenter ma chance ailleurs qu'à l'Eglise AD où je suis choriste tout comme ma maman». C'est avec une chanson religieuse qu'elle franchit le cap du casting avant de gagner, plus tard, sa place pour les 1/8ème de finale, en travaillant avec sa maman et en soignant «le souffle, la gamme et la présence scénique». Paré Angeline avoue avoir «tremblée un peu lorsque je suis montée sur la scène devant le public de Fada venu nombreux» mais, elle s'était assignée une conduite galvanisante : «je me suis dit que c'est moi qui ai choisi de me trouver là, personne ne m'y a forcée, je dois donc donner le meilleur de moi-même». On connaît la suite. Une nouvelle fois classée 2ème à l'étape des 1/8ème de finale et sortie en 1/4. Des candidats de Fada, elle est celle qui a été le plus loin. Faso académie lui laisse un goût d'inachevé mais, qu'importe, elle a appris,



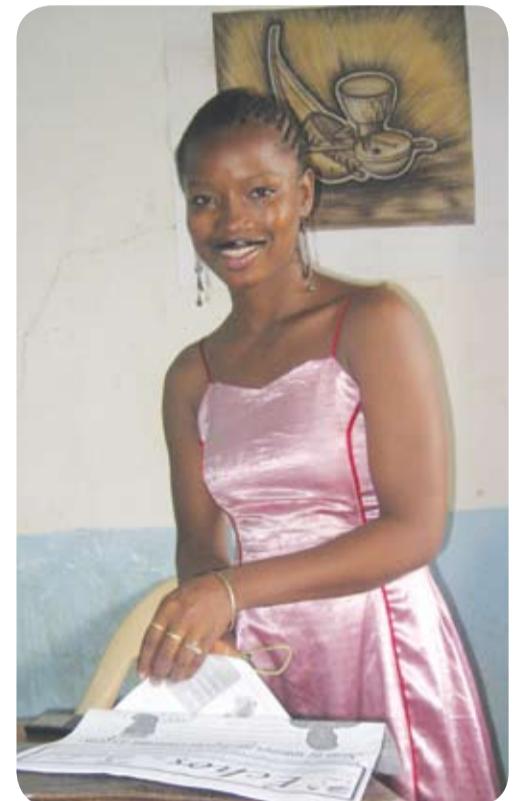
Paré Angeline «Faso académie m'a beaucoup apporté et je suis tentée par une carrière musicale».

elle s'est amusée et, dit-elle «Faso académie m'a beaucoup apporté et je suis tentée par une carrière musicale».

## Zongnaba Elisabeth : sortie prématurée

Née à Niamey, primaire à l'école Ountaani de Fada et retour à Niamey pour le secondaire au lycée Bosso. Zongnaba Elisabeth est en classe de 3ème cette année 2012-2013. C'est pendant ses vacances 2007 chez son oncle, au secteur 1 à Fada, qu'elle découvre Faso académie. Depuis, elle rêve d'y participer et, ces vacances 2012, elle vient à Fada «pour Faso académie, pour montrer mon talent». Le verbe facile, Zongnaba Elisabeth raconte qu'elle chante «depuis l'âge de 7 ans, dans les groupes CV/AV (Cœurs vaillants/Âmes vaillantes) de l'Eglise catholique à Fada». Plus tard, à Niamey, elle intègre la chorale des Eglises évangéliques du Celpa au quartier Yantala Bas et

est la chanteuse du groupe musical «des Chéribins» où elle est la seule fille. C'est une Zongnaba Elisabeth bien décidée qui s'est inscrite cette année à Faso académie. Elle balaie le casting avec «Pour que tu m'aimes encore» de Céline Dion. A l'hôtel de ville de Fada, elle éclabousse de nouveau ses challengers et est gonflée à bloc pour les 1/8ème de finale. Son objectif est alors «amener Fada en finale». Mais, Faso académie peut être cruelle. Pour elle «on favorise trop ceux de Ouaga». Zongnaba Elisabeth n'ira pas plus loin. Pour sûr, elle n'a pas poussée sa dernière note et reviendra pour une revanche.



Zongnaba Elisabeth, pour sûr, reviendra pour une revanche.

## Halima Axelle Thiombiano Enseignante et artiste chanteuse

Halima Axelle Thiombiano est enseignante depuis 2008 à Ouahigouya, son premier poste. C'est pourtant sous une autre casquette que cette pensionnaire de la 10ème promotion de l'Enep de Fada est apparue à la fête 2012 des Enep, le mardi 24 juillet dernier. C'est la Axelle artiste-chanteuse qui a fait vibrer le public de la cérémonie de sortie des Enep. «Enseignante et chanteuse», confie-t-elle, «ça va ensemble parce qu'enseigner, c'est de l'art et la musique c'est aussi de l'art». L'artiste effectuait un retour sur la terre natale pour, dit-elle, «accompagner mes collègues». Ce qu'elle ne dit pas, c'est qu'elle n'était pas vraiment en vacances et, a dû interrompre la préparation de son CAP, pour répondre à la sollicitation des organisateurs de la journée de sortie des Enep à Fada. Elle présente la chose avec simplicité et c'est tout à son honneur : «le comité d'organisation m'a appelé. Ils m'ont fait savoir qu'ils souhaitaient que je vienne chanter mais, voilà, ils ont quelques difficultés financières. Moi, j'ai dit, ne parlons pas de

ça. Ce sera ma contribution. Je ne vous demande rien». Et Axelle est venue faire le show qui a le plus illuminé la journée. Pour elle «c'est une manière pour moi de contribuer vraiment au développement de ma région. Je suis une ancienne élève-maître de l'Enep de Fada et il était tout à fait normal que je vienne donner un coup de main». Ce qu'elle en tire «le grand plaisir de revoir les collègues et les amis. Franchement, j'ai été très contente, très émue». Lorsqu'on lui demande comment elle arrive à allier ses deux activités aussi exigeantes l'une que l'autre, Axelle répond que cela est possible grâce à la «compréhension de mes supérieurs hiérarchiques». Elle bénéficie également, avoue-t-elle en plaisantant, de l'environnement favorable des populations de Ouahigouya : «je suis chez mes esclaves et je ne peux que m'en réjouir». Elle dit aimer chanter dans «ma langue maternelle, le Gulmacema» mais, dans son album figurent également des chansons «en français, un peu de dioula et un peu de mooré».

L'enseignement est cependant pour elle «une passion» pour laquelle elle a passé avec succès le test d'entrée à l'Enep de Fada en 2006. En 2008, nouveau succès à son test d'intégration, puis la chance : «j'ai postulé pour le Nord et, ça a marché, on m'a affecté au Yatenga». Avec Axelle, tout semble aisément. Pourtant observe-t-elle : «il n'y a rien de vraiment facile dans la vie. On ne peut pas ne pas traverser des zones d'ombres». Axelle est née à Fada en 1982 et y a pratiquement grandi, après une escapade dans l'Ouest du pays à Bobo où elle fait ses premiers pas d'écolière, de



la maternelle à la classe de CE1. Pour le reste, la fière enfant de «la grande famille Thiombiano du secteur 8», poursuit son cursus au Sabil El Nadjia et au Diaba Lombo. Depuis décembre 2011, Axelle a un album sur le marché, intitulé «Paix du cœur» et portant 8 titres de «conscientisation, de sensibilisation de la nouvelle génération. Je traite des maux de la société, je condamne la violence faite aux femmes et aux orphelins». Axelle se dit «fière d'être fille de Fada et impatient de offrir un concert aux Fadalais».

